



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**RAPPORT SUR L'EVOLUTION DES PRIX
A LA CONSOMMATION DANS L'UEMOA
EN 2014 ET PERSPECTIVES**



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Direction Générale de l'Economie et de la Monnaie
Direction des Statistiques
Service des Statistiques

**RAPPORT SUR L'EVOLUTION DES PRIX A LA CONSOMMATION
DANS L'UEMOA EN 2014 ET PERSPECTIVES**



SOMMAIRE

LISTES DES TABELAUX, GRAPHIQUES ET ENCADRES	4
RESUME	5
INTRODUCTION.....	6
I. EVOLUTION DE L'INFLATION DANS L'UEMOA 2014	7
1.1 Orientation globale des prix dans l'UEMOA en 2014.....	7
1.2 Facteurs explicatifs de l'évolution de l'inflation dans l'UEMOA en 2014.....	8
II. ANALYSE DE L'INFLATION SELON SES PRINCIPALES CARACTERISTIQUES	17
2.1 Evolution de l'inflation sous-jacente	17
2.2 Inflation selon l'origine géographique des produits	18
2.3 Evolution des prix des biens et des services	19
2.4 Analyse de la convergence des niveaux d'inflation.....	20
2.5 Ecart d'inflation par rapport aux principaux partenaires.....	20
III. PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE L'INFLATION DANS L'UNION	22
3.1 Hypothèses.....	22
3.2 Perspectives d'inflation.....	25
CONCLUSION	26
ANNEXES	27

LISTE DES TABLEAUX, GRAPHIQUES ET ENCADRES

		<i>Page</i>
TABLEAUX		
1	Taux d'inflation en moyenne annuelle	7
2	Evolution des différentes contreparties de la masse monétaire	12
3	Evolution de l'inflation sous-jacente dans les pays de l'UEMOA en 2014	18
4	Evolution de l'inflation dans les pays de l'UEMOA selon l'origine géographique des produits	18
5	Evolution des prix des biens et des services dans les pays de l'UEMOA	19
6	Taux d'inflation en moyenne annuelle dans les principaux pays partenaires de l'UEMOA	21
7	Principales hypothèses de projection de l'inflation dans l'UEMOA	24
8	Perspectives d'inflation dans les pays de l'UEMOA	25
GRAPHIQUES		
1	Inflation en glissement annuel dans l'UEMOA	7
2	Evolution de la production vivrière dans l'UEMOA	8
3	Evolution de la contribution des produits alimentaires à l'inflation totale	9
4	Evolution des prix des principales céréales locales dans l'UEMOA	10
5	Evolution des cours mondiaux des produits alimentaires	13
6	Evolution des cours du baril de pétrole brut	14
7	Evolution de l'inflation globale et de l'inflation sous-jacente	17
ENCADRES		
1	Loi portant baisse des prix des loyers au Sénégal	10
2	Transmission des cours mondiaux du pétrole brut aux prix à la pompe des carburants dans l'UEMOA	15
3	Impact attendu de la baisse des cours mondiaux du pétrole brut sur l'inflation dans l'UEMOA en 2015	23
4	Facteurs de risque entourant l'évolution de l'inflation au cours des prochaines années	24

RESUME

Le taux d'inflation s'est situé en territoire négatif au cours de l'année 2014, pour la première fois depuis 1990. En effet, le niveau général des prix à la consommation dans l'UEMOA a enregistré une variation, en moyenne, de -0,1% en 2014 contre 1,5% en 2013. La baisse du niveau général des prix observée en 2014 est globalement localisée au niveau des produits alimentaires. La détente des prix des denrées alimentaires s'explique par une offre suffisante, l'orientation baissière des cours mondiaux des produits alimentaires importés par l'Union et la poursuite des actions entreprises dans les Etats pour lutter contre le phénomène de la vie chère. Le repli du niveau général des prix dans l'Union a été également favorisé par la baisse des cours mondiaux du pétrole brut et la diminution des loyers au Sénégal, décidée par les autorités de ce pays. La baisse du niveau général des prix a toutefois été atténuée par le renchérissement des services, notamment l'augmentation des tarifs de l'électricité au Mali et de l'eau courante au Burkina, décidée dans le cadre de politiques tarifaires mises en œuvre dans ces pays et l'augmentation des loyers en Côte d'Ivoire.

Le taux d'inflation sous-jacente s'est également inscrit dans une tendance baissière, mais est resté positif tout au long de l'année 2014. Il est ressorti dans l'Union à 0,4% en 2014 contre 1,5% en 2013 et 2,3% en 2012. Le maintien de l'inflation sous-jacente en zone positive s'explique essentiellement par le renchérissement des services.

Selon l'origine géographique, la baisse du niveau général des prix en 2014 est à la fois tirée par les produits locaux (variation de -0,1%) et importés (variation de -0,3%). L'analyse suivant les composantes biens et services révèle que la baisse du niveau général des prix en 2014 est impulsée par le recul des prix des biens, limité par un renchérissement des services. En effet, les prix des biens se sont repliés de 1,0%, alors que ceux des services ont connu une augmentation de 0,5%.

L'indicateur de mesure de la convergence des niveaux d'inflation dans les pays de l'UEMOA a enregistré une amélioration en 2014. En effet, l'écart-type de la distribution des taux d'inflation est ressorti à 0,8 point de pourcentage en 2014 contre 1,0 point de pourcentage en 2013 et 2,2 points en 2012. Cette amélioration de la convergence est due à la dissipation progressive des chocs spécifiques ayant affecté certains pays de l'Union, notamment la Côte d'Ivoire et le Mali au cours des dernières années.

L'UEMOA a enregistré en 2014 un différentiel d'inflation favorable vis-à-vis de ses principaux partenaires commerciaux. Ce différentiel est ressorti à 2,7 points de pourcentage par rapport à l'ensemble des partenaires, atteignant même 15,6 points et 8,1 points respectivement à l'égard du Ghana et du Nigeria. De même, un différentiel d'inflation favorable à l'Union de 0,5 point de pourcentage a été observé vis-à-vis de la Zone euro.

En perspective, le taux d'inflation, en moyenne annuelle dans l'UEMOA, s'établirait à 0,8% en 2015 dans le scénario central de prévision de cette variable. Il varierait dans un intervalle de -0,2% à 1,6% selon les scénarii optimiste et pessimiste. En 2016, la hausse des prix serait de 1,7% dans le scénario central et évoluerait dans une fourchette de 0,7% à 2,5% selon les autres scénarii.

INTRODUCTION

Les tensions inflationnistes au niveau mondial ont été globalement maîtrisées en 2014. Le niveau général des prix s'est, en effet, ressenti de l'orientation baissière des cours des principales matières premières, notamment alimentaires et énergétiques, dans un contexte de fragilité de la reprise de l'activité économique. Cette évolution, conjuguée à une baisse de la demande, notamment dans la zone euro, a suscité des inquiétudes sur un probable phénomène déflationniste dans cette Zone.

A l'instar des développements observés à l'échelle internationale, l'évolution de l'inflation dans les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a poursuivi en 2014 son orientation baissière enregistrée en 2013. Le taux d'inflation est resté en territoire négatif sur une bonne partie de l'année 2014. En moyenne annuelle, le taux d'inflation s'est établi à -0,1% dans l'UEMOA, affichant ainsi une baisse du niveau général des prix qui n'avait pas été observée depuis 1990.

Le présent rapport décrit l'évolution des prix au cours de l'année écoulée. Il expose, dans une première partie, les facteurs à l'origine de la dynamique des prix. La deuxième partie examine les principales caractéristiques de l'inflation. La troisième partie est consacrée aux perspectives d'évolution des prix dans l'UEMOA au cours des deux prochaines années.

I. EVOLUTION DE L'INFLATION DANS L'UEMOA EN 2014

1.1 – Orientation globale des prix dans l'UEMOA en 2014

Pour la première fois depuis 1990, le taux d'inflation dans l'UEMOA est ressorti négatif en 2014. En effet, poursuivant la dynamique baissière amorcée à partir du quatrième trimestre de l'année 2012, le rythme de progression du niveau général des prix à la consommation dans l'UEMOA s'est établi, en moyenne, à -0,1% en 2014, contre 1,5% en 2013 et 2,4% en 2012.

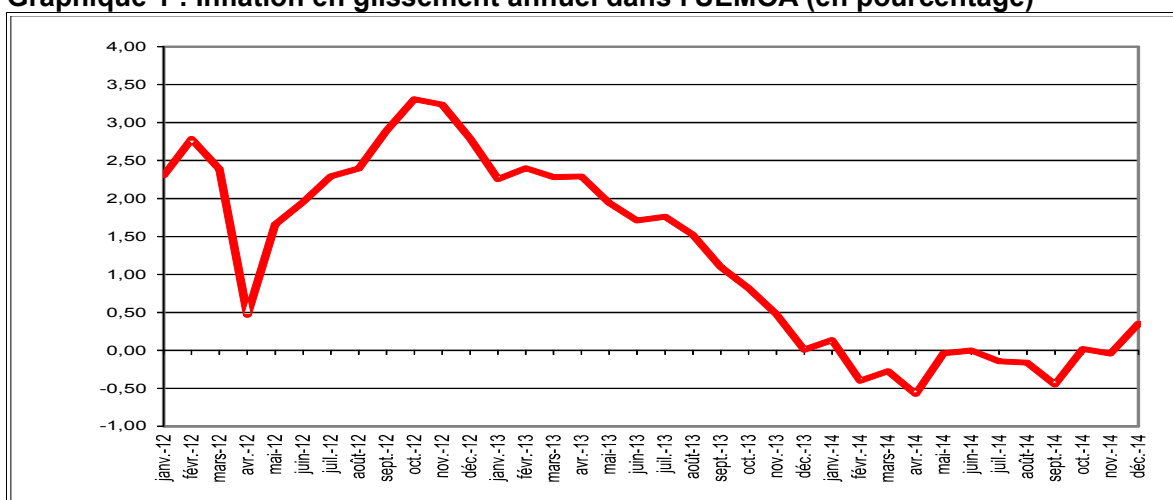
Tableau 1 : Taux d'inflation en moyenne dans l'UEMOA (en pourcentage)

Pays	2012	2013	2014
Bénin	6,7	1,0	-1,1
Burkina	3,8	0,5	-0,3
Côte d'Ivoire	1,3	2,6	0,5
Guinée-Bissau	2,1	0,7	-1,0
Mali	5,3	-0,6	0,9
Niger	0,5	2,3	-0,9
Sénégal	1,4	0,7	-1,1
Togo	2,6	1,8	0,2
UEMOA	2,4	1,5	-0,1

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique.

Le taux d'inflation en glissement annuel dans l'UEMOA est resté en territoire négatif sur une bonne partie de l'année 2014 (cf. graphique 1). Il n'est ressorti positif qu'en janvier 2014 (+0,1%) ainsi qu'en décembre 2014 (+0,4%) et a atteint son niveau le plus bas en avril 2014 (-0,6%).

Graphique 1 : Inflation en glissement annuel dans l'UEMOA (en pourcentage)



Sources : Instituts Nationaux de la Statistique.

1.2 - Facteurs explicatifs de l'évolution de l'inflation dans l'UEMOA en 2014

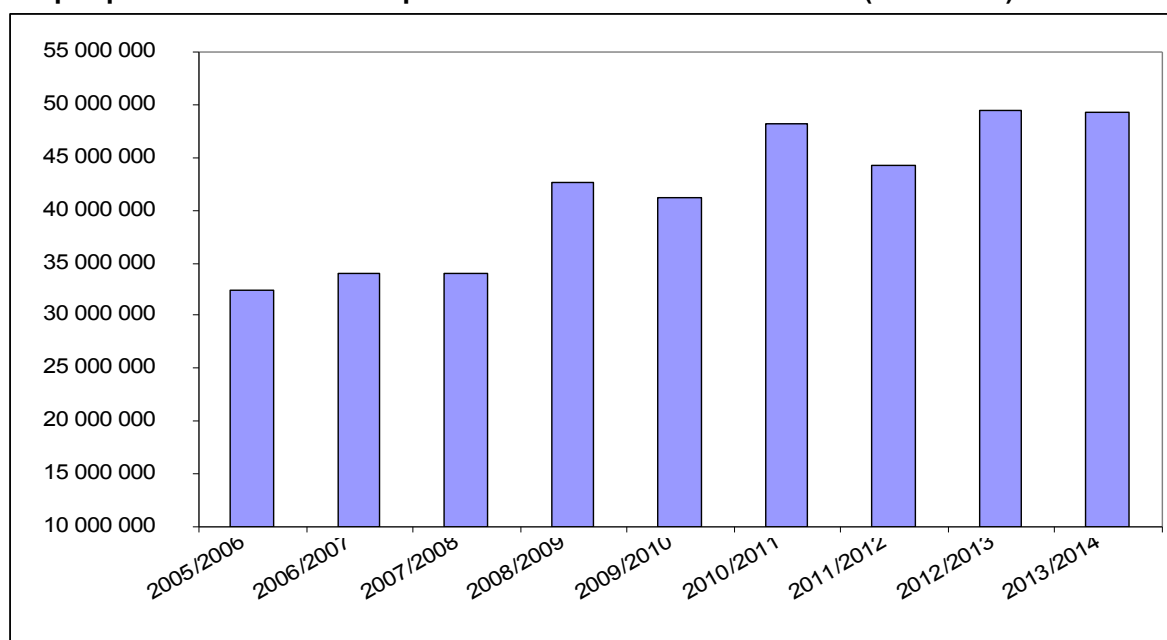
De l'analyse des données collectées sur les prix des produits dans l'Union, il ressort que l'orientation baissière du niveau général des prix en 2014 est liée à la fois aux évolutions des déterminants internes et externes de l'inflation. Au niveau interne, le repli des prix tient à une offre domestique satisfaisante de denrées alimentaires. Il serait imputable également à l'incidence favorable des mesures contre la vie chère prises dans les pays de l'Union. Quant à l'environnement externe, il a été marqué par l'atténuation des pressions inflationnistes à l'échelle mondiale, en rapport notamment avec le repli des cours mondiaux des produits alimentaires et du pétrole brut.

1.2.2 – Facteurs d'origine interne

➤ Niveau satisfaisant de l'offre domestique de produits vivriers dans l'Union

La production vivrière 2013/2014 est restée proche du niveau record de la campagne agricole 2012/2013. En effet, après une progression de 11,8% au cours de la campagne précédente, la production vivrière de l'Union s'est repliée de seulement 0,3% au cours de la campagne 2013/2014. Bien qu'en léger recul, la production vivrière 2013/2014 est ressortie en hausse de 9,2% par rapport à la moyenne enregistrée au cours des cinq dernières années. L'analyse par pays montre que les contre-performances observées dans les pays sahéliens ont été globalement compensées par une hausse de la production dans les autres pays.

Graphique 2 : Evolution de la production vivrière dans l'UEMOA (en tonnes)

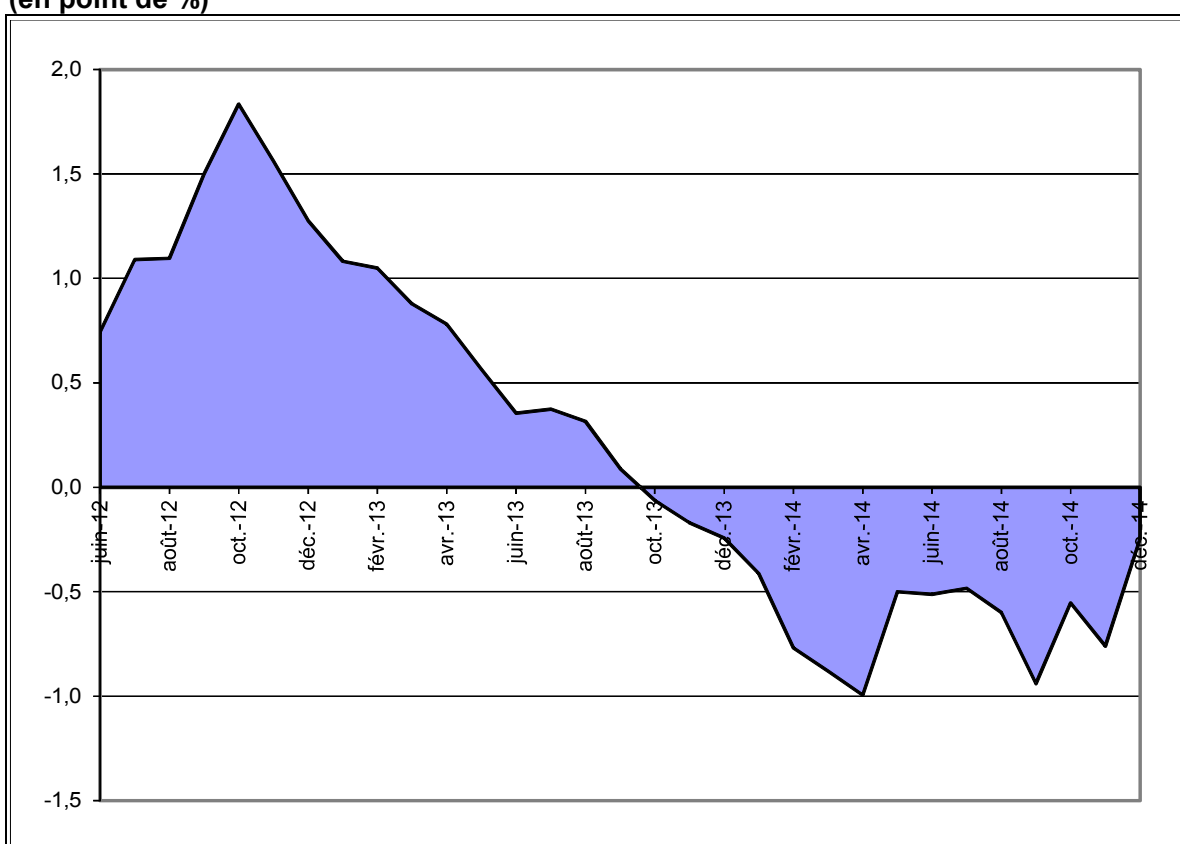


Sources : CILSS, Services nationaux.

Le niveau important de la production vivrière dans la zone au cours des deux dernières campagnes, qui a notamment permis de constituer des stocks importants au niveau des paysans et des commerçants, conjugué à l'augmentation de la production dans les principaux pays limitrophes, notamment au Nigeria, a permis de maintenir une offre satisfaisante dans l'Union en 2014.

A la faveur des résultats enviables de la production vivrière au cours des années précédentes, les prix des denrées alimentaires sont ressortis en baisse tout au long de l'année 2014 (cf. graphique 3). En moyenne sur l'ensemble de l'année 2014, les prix des céréales, des légumes et des tubercules ont contribué au total à hauteur de -0,7 point pourcentage à l'inflation totale. Compte tenu des évolutions sus-mentionnées,

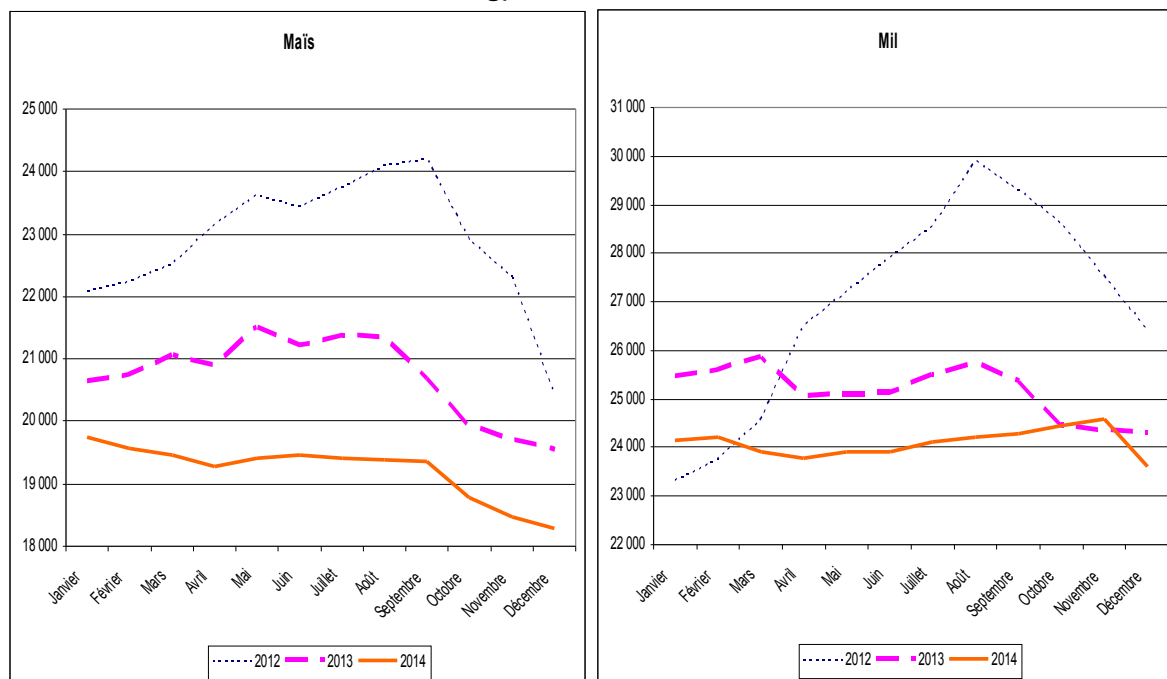
Graphique 3 : Evolution de la contribution des produits alimentaires à l'inflation totale (en point de %)



Source : BCEAO.

Singulièrement, au niveau des principales céréales produites localement telles que le maïs et le petit mil, les prix moyens dans l'Union sont restés en 2014, en dessous de leurs niveaux de 2013 (cf. graphique 4). En moyenne sur l'ensemble de l'année 2014, le repli des prix a été de 7,3% pour le maïs et de 4,1% pour le mil. De même, la baisse des prix a été de 7,5% pour les légumes et de 7,1% pour les tubercules et plantains.

Graphique 4 : Evolution des prix des principales céréales locales dans l'UEMOA (prix en FCFA du sac de 100 kg)



Source : BCEAO.

➤ **Mesures prises par les Gouvernements pour lutter contre « la vie chère »**

D'une manière générale, l'inflation dans l'Union a été contenue en partie, grâce aux mesures prises à cet effet dans la plupart des Etats. Ces mesures ont trait notamment à la vente de céréales à prix modérés, à la distribution gratuite de vivres dans les zones à forte insécurité alimentaire et à la distribution de semences pour les cultures de contre-saison, en particulier dans les pays du Sahel. Elles consistent également à la mise en place de magasins témoins ou de référence (offrant des biens à des prix de référence).

De façon spécifique, la baisse d'environ 16% des loyers au Sénégal, en rapport avec la mise en application de la Loi régissant le coût du loyer dans ce pays, a également contribué au repli du niveau général des prix (voir encadré 1).

Encadré 1 : Loi portant baisse des prix des loyers au Sénégal

La Loi n°2014-03 du 22 janvier 2014, portant baisse des loyers n'ayant pas été calculés suivant la surface corrigée a été promulguée par les Autorités Sénégalaises. L'exposé des motifs de la Loi indique que « la situation difficile pour les ménages, induite par la cherté des loyers, fait qu'il devient nécessaire, afin de préserver l'ordre public, de procéder à une diminution des taux des loyers en termes de pourcentage. Ceci permettra aux sénégalais pour qui la méthode d'évaluation basée sur la surface corrigée est difficile à mettre en œuvre, de pouvoir profiter des baisses induites par la modification des textes régissant la matière ».

L'article premier de la Loi souligne qu'à compter de l'entrée en vigueur de la présente Loi, les prix des loyers des baux à usage d'habitation à, l'exclusion de ceux dont la fixation a été obtenue suivant la méthode de la surface corrigée, sont baissés ainsi qu'il suit :

- loyers inférieurs à 150.000 francs CFA : baisse de 29% ;*
- loyers compris entre 150.000 francs CFA à 500.000 francs CFA : baisse de 14% ;*
- loyers supérieurs à 500.000 francs CFA : baisse de 4%.*

Les données collectées dans le cadre du calcul de l'indice des prix à la consommation au Sénégal indiquent qu'à fin décembre 2014, les loyers ont baissé de 16% par rapport à leurs niveaux de la même période de 2013. Cette évolution a contribué à hauteur de -0,7 point de pourcentage (soit plus de 60%) à la baisse du niveau général des prix (-1,1%) au Sénégal en 2014.

➤ **Hausse des tarifs de l'eau et de l'électricité**

Des augmentations des tarifs de distribution d'eau et de l'électricité ont été observées respectivement au Burkina et au Mali. Ces ajustements des tarifs répondent à la nécessité de préserver l'équilibre financier des entreprises concernées.

Au Mali, la nouvelle grille tarifaire de l'électricité, fixée par la Directive n° 14-001/C-CREE du 20 juin 2014, laisse apparaître que pour l'électricité en moyenne tension, les tarifs aux heures de pointe ont progressé de 12,2% pour s'établir à 110 FCFA par kilowatt-heure contre 98 FCFA précédemment. Concernant les tarifs des heures pleines, ils s'élèvent à 75 FCFA par kilowatt-heure contre 71 FCFA précédemment, soit une hausse de 8,4%. S'agissant des heures creuses, le tarif est de 55 FCFA par kilowatt-heure contre 48 FCFA, soit une progression de 14,6%. Les tarifs sont restés inchangés pour l'électricité basse tension. En moyenne en 2014, une hausse de 6,4% des tarifs de l'électricité a été enregistrée au Mali.

Au Burkina, l'ajustement principal des prix des services de distribution d'eau se situe au niveau de la tranche maximale qui passe de 30 à 25 m³. Cette baisse entraîne une augmentation des tarifs chez les clients dont la consommation n'atteignait pas les 30 m³ mais dépassait les 25 m³, à partir desquels un tarif supérieur est appliqué. En moyenne en 2014, une hausse d'environ 4% des tarifs de l'eau a été enregistrée au Burkina.

➤ **Evolution des salaires**

Des hausses de salaires sont intervenues dans certains pays de l'Union, notamment au Bénin, au Burkina et en Côte d'Ivoire. Au Bénin, le Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti (SMIG) est passé de 31.625 à 40.000 FCFA à partir du 17 avril 2014, soit une progression de 26,5%. De même, en Côte d'Ivoire, le SMIG a progressé de 63,9% en janvier 2014, en ressortant à 60.000 FCFA contre 36.607 FCFA auparavant. Par ailleurs, les salaires des fonctionnaires ont augmenté en 2014 d'environ 4,5% au Burkina et 12% en Côte d'Ivoire.

Les impacts directs et indirects de ces évolutions de salaires sur l'inflation, dont l'évaluation est à affiner, devraient être faibles à court terme, les tarifs des services ayant augmenté de seulement 0,5% en 2014. Il convient cependant de mentionner la hausse des prix de certains services, notamment les frais de gardiennage en Côte d'Ivoire (+11,2%), liés à l'augmentation du SMIG.

➤ **Hausse de la liquidité globale**

Le taux directeur de la BCEAO, qui avait été abaissé de 50 points de base en 2013, est resté stable en 2014. La masse monétaire a progressé en rythme annuel de 14,4% à fin décembre 2014 contre 10,4% à fin décembre 2013. L'analyse des contreparties de la masse monétaire indique une augmentation du crédit intérieur de 18,2% et une hausse des avoirs extérieurs nets de 0,4%. Cette accélération de l'augmentation du volume de crédit a contribué à limiter la baisse du niveau général des prix.

Tableau 2 : Evolution des contreparties de la masse monétaire dans l'UEMOA

	2012	2013	2014
variation en %			
Avoirs extérieurs nets	-4,5	-13,4	0,4
Crédit intérieur dont	15,2	18,8	18,2
<i>Crédits à l'économie</i>	12,9	16,4	13,9
<i>Position Nette des Gouvernements</i>	23,0	26,1	30,4
Autres postes nets	-2,4	-5,0	7,2
Masse monétaire	9,8	10,4	14,4
contribution à la hausse en point de %			
Avoirs extérieurs nets (1)	-1,9	-5,0	0,1
Crédit intérieur dont (2)	11,3	14,6	15,2
<i>Crédits à l'économie</i>	7,4	9,6	8,6
<i>Position Nette des Gouvernements</i>	3,9	5,0	6,6
Autres postes nets (3)	-0,4	-0,8	0,9
Masse monétaire (1+2-3)	9,8	10,4	14,4

Source : BCEAO.

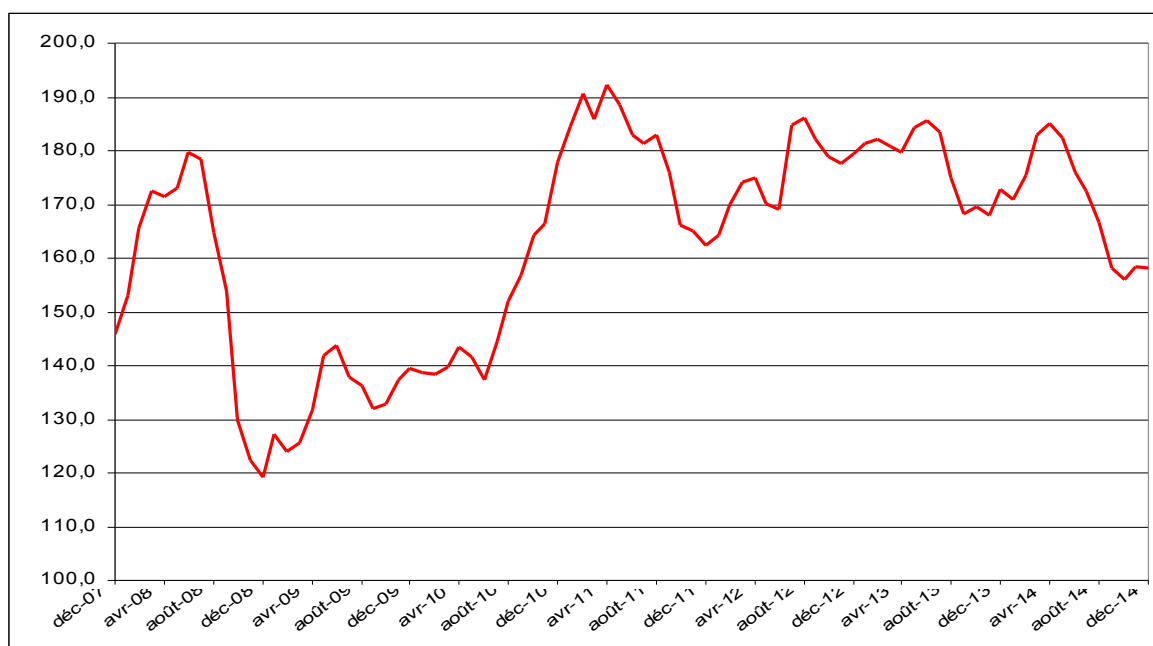
1.2.1 – Les facteurs d'origine externe

Au plan international, une baisse des prix a été observée au niveau des principaux produits importés par les pays de l'UEMOA, notamment ceux alimentaires et pétroliers.

➤ **Baisse des cours mondiaux des principaux produits alimentaires importés par les pays de l'Union**

Les cours internationaux des produits alimentaires ont baissé en 2014 par rapport à leurs niveaux de 2013. En effet, selon les statistiques publiées par le Fonds Monétaire International, le repli annuel de l'indice des cours des produits alimentaires a été de 4,1% en 2014. L'analyse de l'évolution des prix des principaux produits importés dans l'Union fait ressortir des baisses de 19,6% pour l'huile de soja, 17,8% pour le riz, 8,8% pour le blé et 3,3% pour le sucre.

Graphique 5 : Evolution des cours mondiaux des produits alimentaires (indice base 100=2005)



Source : FMI

Le repli du cours du blé, amorcé en 2012 à la suite de la levée de l'interdiction des exportations russes, du fait de l'atténuation des effets de la sécheresse prévalant en Russie, s'est poursuivi en 2014, à la faveur d'une hausse de la production de 8,4% en 2013/2014. Par ailleurs, les stocks de blé ont atteint en 2014, leur plus haut niveau depuis une dizaine d'années. De même, la baisse des cours du riz et du sucre en 2014 est le reflet d'une hausse de la production respectivement de 1,3% et 5% en 2014. Ainsi, selon l'Organisation Internationale du Sucre (ISO), le marché mondial du sucre était en excédent d'offre de 4,73 millions de tonnes en 2013/2014, soit environ 3% de la consommation mondiale. Quant au repli du prix de l'huile, il s'explique par une augmentation de l'offre et une atonie de la demande. En effet, le faible niveau des cours du pétrole brut en 2014 ont réduit la compétitivité des huiles végétales comme matière première pour la production d'agrogazole.

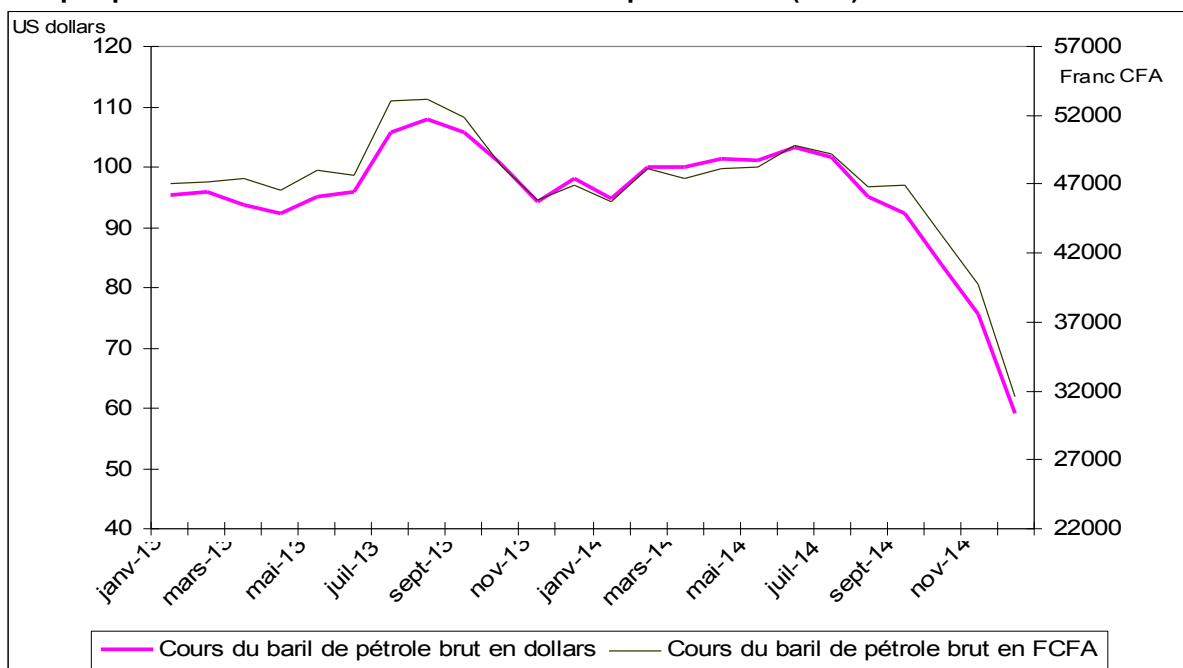
A l'échelle de l'UEMOA, en relation avec les évolutions relevées au niveau international, les prix domestiques du pain et du sucre ont baissé en moyenne en 2014 respectivement de 5,4% et de 4,6%.

En particulier, au Sénégal, le prix du sac de farine de blé de 50 kg, homologué à 20 000 FCFA en 2013, est passé à 18 000 FCFA au premier trimestre 2014. Cette évolution a permis de faire baisser de 14,3% le prix de la baguette de pain de 190 grammes, qui est passé de 175 FCFA à 150 FCFA en mai 2014 .

➤ **Repli des cours du pétrole brut**

Les cours du pétrole brut sur les marchés internationaux sont orientés à la baisse depuis le mois de juillet 2014. En six mois, le pétrole brut (WTI) a perdu 42,6% de sa valeur, passant de 103,3 dollars en juin 2014 à 59,3 dollars en décembre 2014. La baisse des cours du pétrole brut est liée à l'abondance de l'offre mondiale, en liaison avec la production additionnelle de pétrole de schiste aux Etats-Unis et l'augmentation de celle en provenance de Libye, à la suite de la levée du blocage des terminaux d'exportation dans cet Etat. Elle résulte également de l'atonie de la demande mondiale, en rapport notamment avec le ralentissement de la croissance dans les pays émergents (Chine, Brésil, etc.) et la faible croissance dans la Zone euro.

Graphique 6 : Evolution des cours du baril de pétrole brut (WTI)



Sources : BCEAO, Reuters.

En moyenne sur l'ensemble de l'année 2014, les cours du baril de pétrole brut (WTI), exprimés en dollar, sont ressortis en hausse de 6,1%¹. Le cours moyen est passé de 98,4 dollars en 2013 à 92,3 dollars en 2014.

La baisse des cours mondiaux du pétrole brut n'a été que partiellement répercutée sur les prix à la pompe dans la plupart des pays de l'UEMOA. Ainsi le prix moyen à la pompe des carburants dans l'Union en 2014 n'a pas connu des variations significatives par rapport à 2013. Cette situation est liée au décalage entre les évolutions des cours internationaux du pétrole et les ajustements des prix à la pompe (cf. encadré 2). Toutefois, il convient de souligner que le processus de révision à la baisse des prix à la pompe des carburants a commencé en novembre et décembre 2014 dans certains pays de l'Union, notamment au Bénin, en Côte d'Ivoire et au Sénégal. Toutefois, la contribution des produits pétroliers à l'inflation en moyenne en 2014 a été nulle.

Encadré 2 : Transmission des cours mondiaux du pétrole brut aux prix à la pompe des carburants dans l'UEMOA

Les prix des produits pétroliers sont administrés dans les pays de l'UEMOA et indexés sur les cours mondiaux et l'évolution du taux de change euro/dollar. Le mécanisme d'ajustement automatique des prix à la pompe en vigueur dans les pays de l'Union prévoit qu'un nouveau prix soit fixé si la variation du prix FOB (Free On Board) du pétrole atteint plus ou moins 4%.

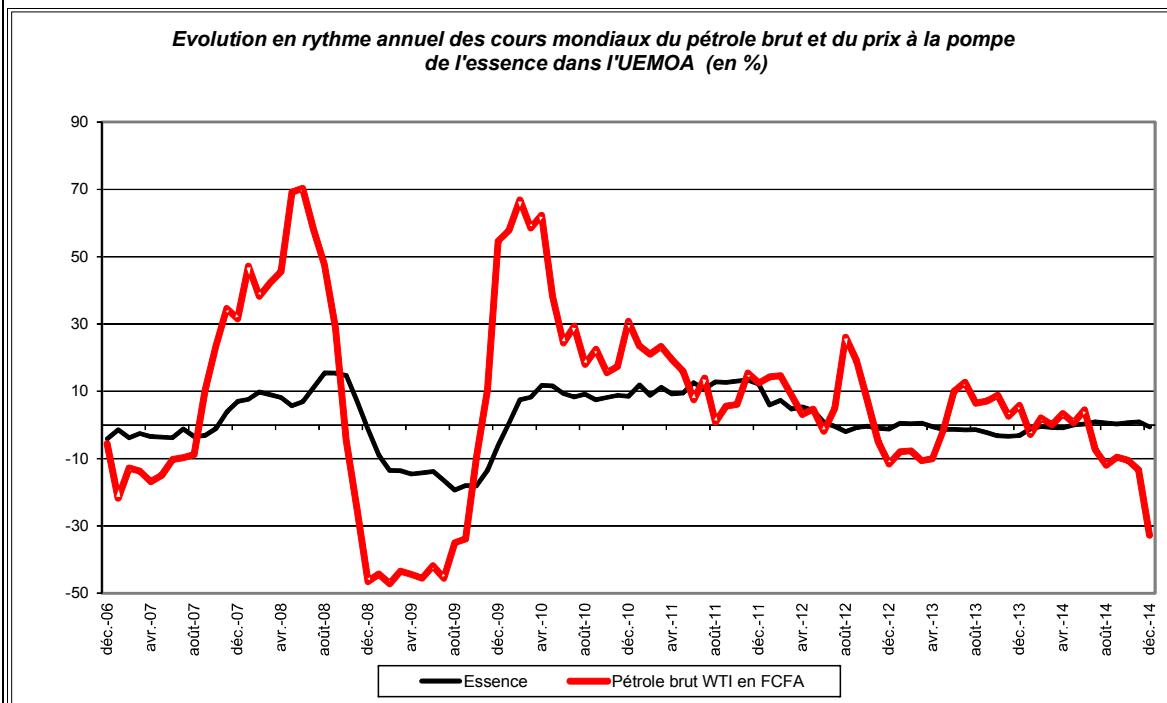
La structure des prix des produits pétroliers est composée essentiellement de quatre éléments, à savoir le coût FOB (dépendant des cours du pétrole brut), les coûts d'approche (transport, assurance, etc.), la fiscalité et la parafiscalité, ainsi que la marge des détaillants. La fiscalité et la parafiscalité appliquées aux produits pétroliers sont constituées de droits et taxes à l'importation, notamment de la TVA, de taxes spécifiques, de prélèvements pour la péréquation et la stabilisation ainsi que l'alimentation des fonds de l'énergie ou de subventions.

Comme l'indique le graphique ci-après, la variation des prix à la pompe des carburants dans l'UEMOA a été globalement en phase avec celle des cours mondiaux du pétrole brut au cours des huit dernières années. Toutefois, les fluctuations des prix à la pompe sont de moindre ampleur par rapport à celles des cours sur le marché international. En outre, des décalages temporels plus ou moins importants sont observés entre les fluctuations des cours sur les marchés internationaux et celles des prix à la pompe. C'est le cas en 2014, année au cours de laquelle, les prix à la pompe des carburants dans l'UEMOA sont en moyenne stables alors qu'un repli est observé au niveau des cours mondiaux du pétrole brut.

Ces rigidités à la baisse des prix à la pompe des carburants sont dues au fait que le mécanisme d'ajustement des prix n'est que partiellement appliqué dans la plupart des pays de l'Union. En effet, pour éviter des hausses de prix difficilement supportables par les ménages, certains pays de l'Union sont amenés à figer les prix à la pompe sur une longue

¹ La baisse exprimée en FCFA est également de 6,1%, le cours moyen de l'euro par rapport au dollar n'ayant pas sensiblement varié en 2014 par rapport à 2013.

période. Cette stabilisation des prix de vente se traduit généralement par des pertes de recettes fiscales pour l'Etat. Conséquemment, en cas de baisse des prix internationaux, les Etats ont souvent tendance à retarder les répercussions sur les prix à la pompe, ou le font partiellement, en vue de compenser les pertes liées aux subventions accordées pendant les période de hausse.



Source : BCEAO.

En perspective, si les cours du pétrole se maintiennent à leurs niveaux actuels ou poursuivent une orientation baissière, le repli sensible des prix à la pompe, amorcé dans certains Etats en fin d'année 2014 pourrait être généralisé en 2015 dans la plupart des pays de l'Union. En effet, la structure des prix à la pompe en 2014 dans la majorité des pays a été arrêtée lorsque les cours du baril de pétrole se situait autour de 100 dollars. Comme observé par le passé, des ajustements des prix à la pompe des carburants, bien que décalés, sont opérés lorsqu'une baisse sensible des cours mondiaux du pétrole brut est enregistrée.

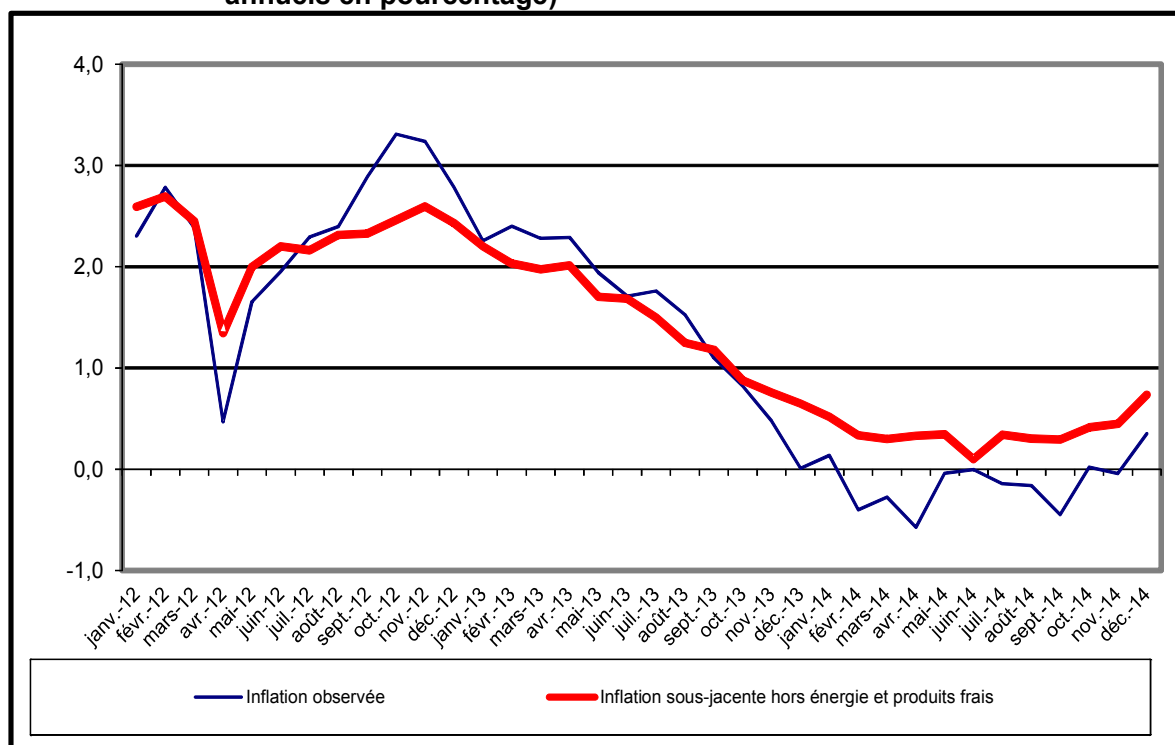
II. ANALYSE DE L'INFLATION SELON SES PRINCIPALES CARACTERISTIQUES

Cette section examine la tendance de moyen terme de l'inflation, excluant les chocs transitoires (inflation sous-jacente), l'évolution des prix selon l'origine des produits (produits locaux et produits importés) et la nature des produits (biens ou services). Par ailleurs, les divergences d'évolution des prix dans les Etats membres de l'Union et le différentiel d'inflation entre la Zone UEMOA et ses principaux partenaires commerciaux sont analysés.

2.1 – Evolution de l'inflation sous-jacente

L'inflation sous-jacente est mesurée au niveau communautaire par les évolutions de l'IHPC hors produits frais et énergie². Elle s'est établie en moyenne à 0,4% en 2014 contre 1,5% en 2013 et 2,3% en 2012 (cf. Annexe 9). Le taux d'inflation sous-jacente s'est inscrit dans une tendance baissière, à l'instar de celle de l'inflation globale sur l'ensemble de l'année 2014. En revanche, le taux d'inflation sous-jacente est resté positif tout au long de l'année 2014. La hausse de l'inflation sous-jacente reflète essentiellement le renchérissement des services (services d'enseignement, eau, etc.).

Graphique 7 : Evolution de l'inflation globale et de l'inflation sous-jacente (glissements annuels en pourcentage)



Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.

2 L'indice d'inflation sous-jacente adopté par l'UEMOA est obtenu par l'élimination, du panier suivi dans le cadre de l'IHPC, des postes les plus volatils suivants : céréales non transformées, poissons et autres produits frais de la pêche, poissons et autres produits de la pêche séchés et fumés, conserves de poissons, fruits, légumes frais, pommes de terre, manioc, autres tubercules, bananes plantain, sel, épices, sauces et produits alimentaires non déclarés ailleurs, électricité, gaz, combustibles liquides (pétrole lampant), autres combustibles (bois de chauffe), carburants et lubrifiants.

La progression des prix de la rubrique « hors produits frais et énergie » a ainsi contribué à hauteur de 0,3 point de pourcentage au taux d'inflation. Quant à la composante « produits frais », elle a contribué pour -0,4 point pourcentage à l'inflation en moyenne en 2014, en rapport avec la baisse des prix des céréales et des légumes mentionnée plus haut. En revanche, la contribution de la rubrique « énergie » à l'inflation est nulle.

Tableau 3 : Evolution de l'inflation sous-jacente dans les pays de l'UEMOA en 2014

Pays	Pondération (en %)	Evolution (en %)	Contribution (en point de %)
Energie	7,5	-0,5	0,0
Produits frais	16,4	-2,3	-0,4
Hors énergie et produits frais (Inflation sous-jacente)	76,1	0,4	0,3
Total	100	0,3	-0,1

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.

2.2 – Evolution de l'inflation selon l'origine géographique des produits

La baisse du niveau général des prix en 2014 concerne aussi bien les produits locaux (-0,1%) que ceux importés (-0,3%). Au niveau de la composante produits locaux, la baisse des prix des céréales non transformés, des légumes et des tubercules ainsi que des loyers dans certains Etats, a été légèrement atténuée par le renchérissement des services. Au niveau des produits importés, les principales baisses sont observées pour les produits alimentaires tels que le blé et le sucre.

Tableau 4 : Evolution de l'inflation dans les pays de l'UEMOA selon l'origine géographique des produits (en pourcentage)

Pays	Locale		Importée		Total	
	2013	2014	2013	2014	2013	2014
Bénin	0,9	-0,8	1,3	-1,2	1,0	-1,1
Burkina	-0,2	-1,5	1,7	2,0	0,5	-0,3
Côte d'Ivoire	2,3	1,1	4,3	-1,4	2,6	0,5
Guinée-Bissau	-0,3	3,2	3,0	-5,5	0,7	-1,0
Mali	-1,1	0,9	0,4	1,3	-0,6	0,9
Niger	0,9	-1,7	3,9	0,3	2,3	-0,9
Sénégal	1,4	-1,0	-0,9	-1,2	0,7	-1,1
Togo	2,0	-0,4	1,8	1,4	1,8	0,2
UEMOA	1,4	-0,1	1,8	-0,3	1,5	-0,1

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.

Les produits locaux, avec une pondération de 72,6% dans le calcul de l'indice des prix à la consommation, et ceux importés (pondération de 27,4%) ont contribué respectivement à hauteur de 0,0 point et -0,1 point de pourcentage à l'inflation globale en 2014 (cf. annexe 10 pour les contributions par pays).

2.3 – Evolution des prix des biens et des services

L'analyse selon la nature des produits révèle que la baisse du niveau général des prix en 2014 est favorisée par la baisse des prix des biens, limitée par un renchérissement des services. En effet, les prix des biens, représentant 60% du panier, se sont globalement repliés de 1,0%, alors que ceux des services (40% du panier) ont connu une augmentation de 0,5%.

L'examen de la situation par pays montre que la hausse des prix des services est imprimée par le Burkina, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau et le Mali. Au Burkina et au Mali, les tensions sur les tarifs des services proviennent respectivement de l'augmentation de ceux relatifs à la distribution d'eau et d'électricité. En Côte d'Ivoire, il a été noté une augmentation des loyers et un renchérissement des services de gardiennage, en rapport respectivement avec une augmentation de la demande de logement locatif et les effets de la progression des coûts salariaux. En Guinée-Bissau, une hausse des tarifs des services d'enseignement a été enregistrée à la rentrée scolaire.

Tableau 5 : Evolution des prix des biens et des services dans les pays de l'UEMOA (en pourcentage)

Pays	Biens		Services		Total	
	2013	2014	2013	2014	2013	2014
Bénin	1,1	-1,5	0,8	-0,9	1,0	-1,1
Burkina	0,0	-0,4	1,6	0,3	0,5	-0,3
Côte d'Ivoire	2,9	-1,0	2,2	1,5	2,6	0,5
Guinée-Bissau	1,4	-5,4	0,1	0,3	0,7	-1,0
Mali	-1,5	0,8	2,2	1,6	-0,6	0,9
Niger	2,3	-0,4	2,5	-1,9	2,3	-0,9
Sénégal	1,0	-1,1	-0,3	-1,1	0,7	-1,1
Togo	1,9	-0,7	-0,2	1,3	1,8	0,2
UEMOA	1,5	-1,0	1,4	0,5	1,5	-0,1

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.

2.4 – Analyse de la convergence des niveaux d'inflation dans les Etats en 2014

Les résultats en matière de convergence des niveaux d'inflation dans les pays de l'UEMOA ont continué à s'améliorer en 2014. En effet, l'écart-type de la distribution des taux d'inflation

est ressorti à 0,8 point de pourcentage en 2014 contre 1,0 point et 2,2 points de pourcentage respectivement en 2013 et en 2012. Cette amélioration de la convergence est due à la dissipation progressive des chocs spécifiques ayant affecté certains pays de l'Union, notamment la Côte d'Ivoire et le Mali au cours des dernières années. En dépit de cette convergence des niveaux d'inflation, l'analyse des résultats de l'inflation laisse apparaître que les Etats membres de l'Union peuvent être structurés en deux groupes.

Le premier groupe serait constitué des pays ayant enregistré des taux d'inflation positif. Il s'agit du Togo (+0,2%), de la Côte d'Ivoire (+0,5%) et du Mali (+0,9%). Au Togo, la baisse des prix des produits alimentaires dans cet Etat a été compensée par le renchérissement des produits pétroliers, dont une augmentation des tarifs a été enregistrée en janvier 2014, reflétant la suppression progressive des subventions à ce type de produits au Togo. En Côte d'Ivoire, la progression du niveau général des prix est essentiellement liée au renchérissement des services décrit dans la section précédente. Au Mali, outre le renchérissement des services, des tensions ont été observées sur les prix des produits de la pêche et de la viande, en rapport notamment avec les perturbations des circuits de commercialisation de ces produits dans le pays.

Le second groupe est constitué des pays ayant enregistré une baisse du niveau général des prix. Il s'agit du Bénin (-1,1%), du Burkina (-0,3%), de la Guinée-Bissau (-1,0%), du Niger (-0,9%) et du Sénégal (-1,1%). Le taux d'inflation négatif enregistré dans ces pays est le reflet de la détente sensible des prix des produits alimentaires, induite par la progression de la production vivrière au cours de la campagne agricole 2013/2014. Les baisses les plus importantes sont observées au Bénin et au Sénégal, où le repli des prix des denrées alimentaires est conjugué respectivement avec une diminution sensible des prix des transports, en rapport avec la baisse des prix des carburants, et le repli des loyers.

2.5 – Ecart d'inflation par rapport aux principaux partenaires

Le taux d'inflation au niveau mondial est resté relativement faible en 2014. L'évolution du niveau général des prix reste liée à l'absence de tensions sur les cours mondiaux des produits alimentaires et pétroliers, dans un contexte de faible croissance de l'activité économique mondiale et d'augmentation de l'offre de ces produits. Les estimations du FMI³ indiquent que le taux d'inflation dans les pays développés est ressorti stable à 1,4% en 2014. La hausse du niveau général des prix dans les pays émergents et en développement a enregistré une décélération, passant de 5,9% en 2013 à 5,4% en 2014. Le taux d'inflation dans l'ensemble des pays partenaires de l'UEMOA a pour sa part baissé de 0,8 point de pourcentage pour se situer à 2,6% en 2014.

3 Révision des perspectives économiques mondiales (WEO) de janvier 2014.

Tableau 6 : Taux d'inflation en moyenne annuelle dans les principaux pays partenaires de l'UEMOA (en pourcentage)

	2012	2013	2014
Zone euro	2,5	1,4	0,4
France	2,2	1,0	0,6
Etats-Unis	2,1	1,5	1,6
Japon	-0,1	0,4	2,8
Ghana	9,1	11,7	15,5
Nigeria	12,2	8,5	8,0
Ensemble des partenaires	4,4	3,4	2,6
UEMOA	2,4	1,5	-0,1

Source : FMI, banques centrales.

Au niveau des principaux pays partenaires limitrophes, une accélération de l'inflation a été enregistrée au Ghana. A l'opposé, au Nigeria, l'évolution de l'inflation s'inscrit dans la même tendance baissière, bien que dans des proportions moindres, que celle relevée globalement à l'échelle internationale. Les tensions inflationnistes au Ghana restent imprimées essentiellement par le renchérissement d'environ 30% des produits composant la rubrique « Gaz, électricité et autres combustibles » de l'indice des prix. Les prix des transports et des produits alimentaires ont également progressé d'environ 25% et 7,0%. Ces évolutions sont liées notamment à la dépréciation de la monnaie ghanéenne par rapport au dollar US de l'ordre de 50% en 2014. Au Nigeria, une décélération de l'inflation dans le secteur de l'énergie a été enregistrée, en liaison avec l'orientation baissière des cours du pétrole brut.

Résultant des évolutions sus-retracées, l'UEMOA a enregistré en moyenne en 2014 un différentiel d'inflation favorable vis-à-vis de ses principaux partenaires commerciaux. Ce différentiel est ressorti à 2,7 points de pourcentage par rapport à l'ensemble des partenaires, atteignant même 15,6 points et 8,1 points respectivement à l'égard du Ghana et du Nigeria. De même, un différentiel d'inflation favorable à l'Union de 0,5 point de pourcentage a été observé vis-à-vis de la Zone euro.

III. PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE L'INFLATION

3.1 - Hypothèses

Les projections de niveau général des prix en 2015 et 2016 sont basées sur des hypothèses relatives à l'environnement international et régional. Celles-ci prennent appui sur les principaux déterminants de l'inflation dans la Zone UEMOA, notamment l'évolution de la production céréalière ainsi que celle des cours internationaux des produits alimentaires, du pétrole brut et du dollar.

3.1.1 – Environnement international

L'environnement économique international devrait être marqué par une légère accélération de la croissance, soutenue notamment par la demande, en rapport avec l'impact positif de la baisse des cours du pétrole. Selon les projections du FMI du mois de janvier 2015, le taux de croissance de l'activité mondiale passerait de 3,3% en 2014 à 3,5% en 2015 et 3,7% en 2016. Singulièrement, dans la Zone euro, le taux de croissance du produit intérieur brut réel progresserait de 0,8% en 2014 à 1,2% en 2015 et 1,4% en 2016. La même tendance à l'amélioration du niveau de l'activité économique est attendue dans les pays émergents et ceux en développement.

Les prévisions d'inflation dans l'Union reposent sur le maintien à des niveaux bas des cours mondiaux des produits pétroliers, en tenant compte des tendances observées depuis le milieu de l'année 2014. Les prévisions⁴ tablent sur un cours moyen du baril de pétrole brut (WTI) qui passerait de 92 dollars en 2014 à environ 60 dollars en 2015 et 80 dollars en 2016.

Compte tenu des incertitudes entourant l'évolution de l'activité économique mondiale et de la persistance des risques géopolitiques, deux scénarii supplémentaires ont été envisagés en termes de perspectives. Un scénario pessimiste, qui correspond à un cours moyen du baril de pétrole (WTI) de 80 dollars en 2015 et de 100 dollars en 2016 ainsi qu'un scénario optimiste, tablant sur un cours moyen du baril de pétrole de 40 dollars en 2015 et 60 dollars en 2016.

Sur le marché des changes, le cours moyen de l'euro est projeté à 1,16 dollar⁵ en 2015 et 1,18 dollar en 2016. En raison de la forte volatilité des cours de l'euro au cours de la période récente, deux scénarii ont également été retenus (voir tableau 10 ci-après).

L'inflation importée serait modérée en 2015 et 2016. En effet, la hausse du niveau général des prix au niveau mondial devrait rester limitée au cours de ces deux années. La prévision du taux d'inflation dans la Zone euro est de 0,5% en 2015 et 0,8% en 2016.

4 Les données proviennent de Bloomberg.

5 Projection de la BCE du mois de décembre 2014.

Encadré 3 : Impact attendu de la baisse des cours mondiaux du pétrole brut sur l'inflation dans l'UEMOA en 2015

Les prévisions d'inflation dans l'Union reposent sur un cours moyen du baril de pétrole brut (WTI) qui passerait de 92 dollars en 2014 à environ 60 dollars en 2015. Sur le marché des changes, le cours moyen de l'euro est projeté à 1,16 dollar en 2015. Ainsi, les cours du pétrole brut, exprimés en dollars, baisseraient en moyenne de 35,0% en 2015. Compte tenu de la hausse du dollar par rapport à l'euro, le repli des cours en FCFA du pétrole serait de 25,0%.

Les canaux de transmission de l'évolution des cours du pétrole sur le niveau général des prix à la consommation sont de deux natures :

- 1. les effets directs, à travers la rubrique énergie (prix carburants, du pétrole lampant, etc.) ;*
- 2. les effets indirects, à travers l'évolution des prix des services de transport, de l'énergie électrique, des autres combustibles et des produits pondéreux (ciment, céréales, autres matériaux de construction, etc.) et leur impact sur l'évolution des prix des autres biens et services.*

L'impact de la baisse des cours du pétrole sur l'inflation dans l'Union en 2015 est estimé à environ -0,2 point de pourcentage. A titre comparatif, la baisse des cours mondiaux du pétrole, exprimés en FCFA, de 33,8% en 2009 avait contribué à hauteur de -0,3 point de pourcentage à l'évolution du niveau général des prix dans l'Union au cours de cette année.

Le poste énergie (carburants, pétrole lampant) serait le plus affecté dans la plupart des pays membres de l'Union en 2015. Il convient sur ce point de relever que le prix de l'essence super est déjà en baisse, en glissement annuel en janvier 2015, de 16,2% au Bénin, 10,6% au Sénégal, 6,9% au Togo et 0,7% en Côte d'Ivoire. Quant aux ajustements des prix des services de transport, ils sont généralement tardifs et faibles, n'intervenant que lorsque les prix des carburants baissent sensiblement et de manière durable. Aussi, les modifications des coûts des transports seraient-elles marginales en 2015.

Une hausse de 5% des prix des produits alimentaires importés a été retenue comme hypothèse de travail dans les projections d'inflation de l'Union en 2015 et 2016, compte tenu du niveau relativement faible de l'indice FMI des cours mondiaux des produits alimentaires, qui a atteint cette année son niveau le plus bas depuis 2011. Le scénario pessimiste prévoit une progression en rythme annuel des cours mondiaux des produits alimentaires de 10% en 2015 et 2016, tandis que le scénario optimiste suppose une baisse de 5,0% des cours en 2015 et 2016.

Tableau 7 : Principales hypothèses de projection de l'inflation dans l'UEMOA

	2014	2015			2016		
		Optimiste	Central	Pessimiste	Optimiste	Central	Pessimiste
Cours du baril du pétrole (WTI, en dollar)	92	40	60	80	60	80	100
Taux de change euro/dollar	1,32	1,18	1,16	1,10	1,22	1,18	1,16
Inflation Zone euro (%)	0,4		0,5			0,8	
Cours des produits alimentaires (%)	-3,0	-5,0	5,0	10,0	-5,0	5,0	10,0
Evolution de la production céréalière de l'Union (%)	7,1	10,0	5,0	-10,0	10,0	5,0	-10,0

Sources : BLOOMBERG, BCE, BCEAO.

3.1.2 – Environnement interne

Au niveau interne, les estimations du CILSS indiquent une hausse de 7,1% de la production céréalière de la campagne agricole 2014/2015, comparée aux résultats de la campagne précédente. Une progression de l'offre a également été observée pour les tubercules (+7,3%) et les autres produits vivriers (+8,7%). Ainsi, une stabilité voire une baisse des prix des céréales locales est attendue en 2015.

Les prévisions tablent également sur une hausse tendancielle de 5,0% de la production céréalière au cours des campagnes agricoles 2015/2016 et 2016/2017. Toutefois, compte tenu de la forte dépendance de la production agricole aux aléas climatiques, un scénario pessimiste et un scénario optimiste retenant respectivement une baisse de 5,0% et une hausse de 10% de la production ont été établis.

Outre les hypothèses formulées ci-dessus, les projections des prix en 2015 et 2016 tablent sur une progression de la liquidité globale en adéquation avec l'évolution de l'activité économique. Elles reposent également sur l'absence de tensions socio-politiques.

Encadré 4 : Facteurs de risques entourant l'évolution de l'inflation au cours des prochaines années

Le principal facteur de risque entourant l'évolution de l'inflation dans l'UEMOA reste lié aux résultats des prochaines campagnes agricoles, qui restent fortement tributaires des conditions climatiques. Ainsi, une mauvaise pluviosité, notamment dans les pays du Sahel, se traduirait par une accélération de l'inflation.

A ce facteur traditionnel lié au climat, vient s'ajouter pour les prochaines années l'impact négatif de la menace sécuritaire, liée aux activités de la secte islamiste Boko Haram. La persistance des problèmes sécuritaires, notamment dans le Sahel, pourrait engendrer des

déplacements de populations, perturber les échanges commerciaux et entraîner une baisse de la production agricole.

Les échéances électorales dans plusieurs Etats de l'Union au cours des deux prochaines années s'inscrivent également dans le registre des risques haussiers sur l'inflation. Les troubles souvent engendrés au cours des élections sont susceptibles d'induire des tensions inflationnistes.

Par contre, les risques baissiers sont liés à un repli plus marqué des prix des biens importés, notamment le pétrole brut et les produits alimentaires, en rapport avec une augmentation de l'offre. La matérialisation de ce scénario, conjuguée aux bons résultats de la campagne agricole passée, induirait une nouvelle baisse du niveau général des prix en 2015.

3.2 – Perspectives en 2015 et 2016

Le taux d'inflation en moyenne pour l'ensemble de l'Union resterait modéré en 2015 et en 2016. Sur la base des estimations réalisées, il se situerait à 0,8% en 2015 et 1,7% en 2016.

Tableau 8 : Perspectives d'inflation dans les pays de l'UEMOA (variations annuelles moyennes en %)

	2014	2015			2016		
	réalisations	optimiste	central	pessimiste	optimiste	central	pessimiste
Bénin	-1,1	-1,3	-0,3	0,5	0,7	1,8	2,5
Burkina	-0,3	0,2	1,2	2,0	1,1	2,2	3,0
Côte d'Ivoire	0,5	0,1	1,1	1,8	0,6	1,7	2,4
Guinée-Bissau	-1,0	0,2	1,2	2,0	1,4	2,5	3,2
Mali	0,9	0,4	1,3	2,1	-0,1	1,0	1,7
Niger	-0,9	0,0	1,0	1,8	1,0	2,1	2,8
Sénégal	-1,1	0,0	1,0	1,9	0,6	1,8	2,5
Togo	0,2	-1,5	-0,5	0,2	0,7	1,7	2,4
UEMOA	-0,1	-0,2	0,8	1,6	0,7	1,7	2,5

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.

CONCLUSION

La baisse des prix, observée en 2014, est globalement localisée au niveau des produits alimentaires. La détente des prix des denrées alimentaires s'explique par une offre suffisante, la poursuite des actions entreprises dans les Etats membres pour lutter contre le phénomène de la vie chère et l'orientation baissière des cours mondiaux des produits alimentaires importés par l'Union. Le repli du niveau général des prix dans l'Union est également favorisé par la baisse des cours mondiaux du pétrole brut.

Les projections indiquent une hausse modérée des prix dans l'UEMOA au cours des prochaines années. Compte tenu, d'une part, des sources de la baisse des prix en 2014 et, d'autre part, des perspectives de remontée de l'inflation, les risques de déflation dans l'Union et ses effets négatifs sur la consommation et les investissements sont globalement faibles.



ANNEXES

LISTES DES ANNEXES

Annexe 1 : Evolution de l'inflation en moyenne dans l'UEMOA

Annexe 2 : Variations des prix des céréales non transformées et des produits pétroliers dans l'UEMOA

Annexe 3 : Niveaux des indices harmonisés des prix à la consommation

Annexe 4 : Variations des indices harmonisés des prix à la consommation

Annexe 5 : Contributions des fonctions de consommation à l'inflation en moyenne en 2014

Annexe 6 : Evolution en moyenne annuelle des prix des fonctions de consommation en 2014

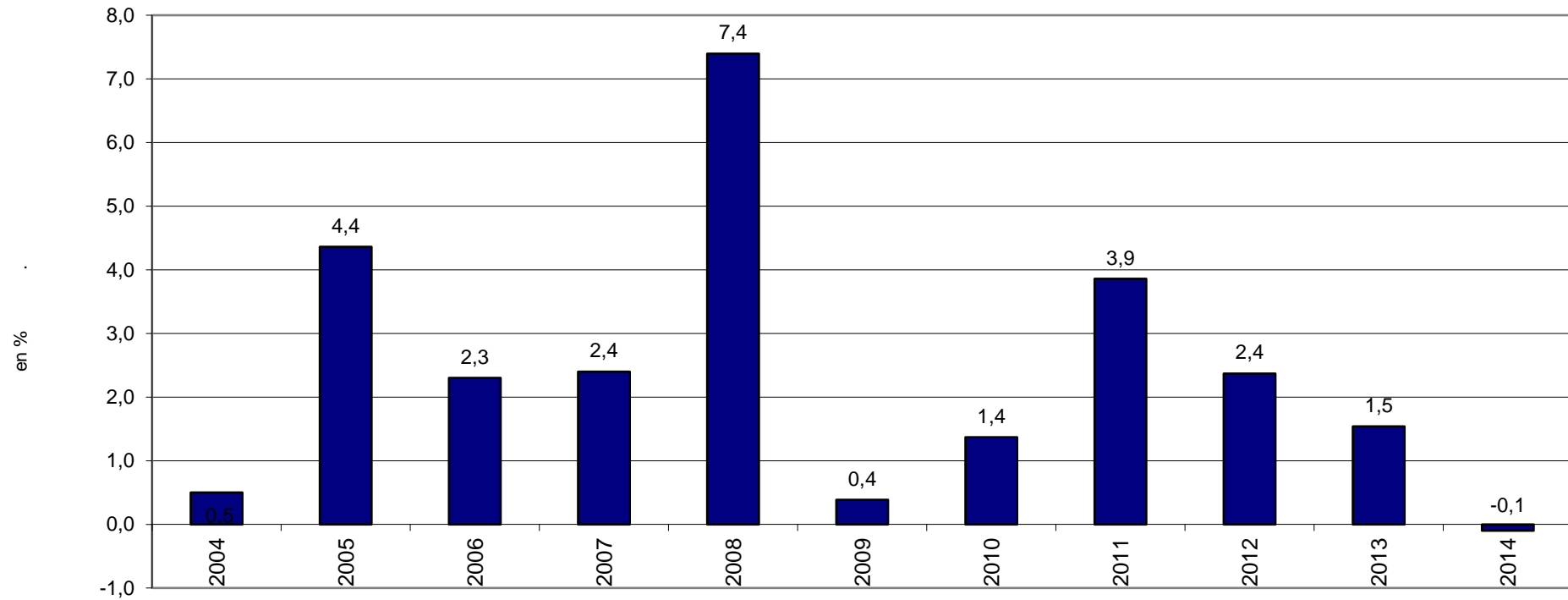
Annexe 7 : Contributions à l'évolution de l'inflation globale en 2014

Annexe 8 : Evolution des prix en moyenne en 2014

Annexe 9 : Inflation sous-jacente dans l'UEMOA

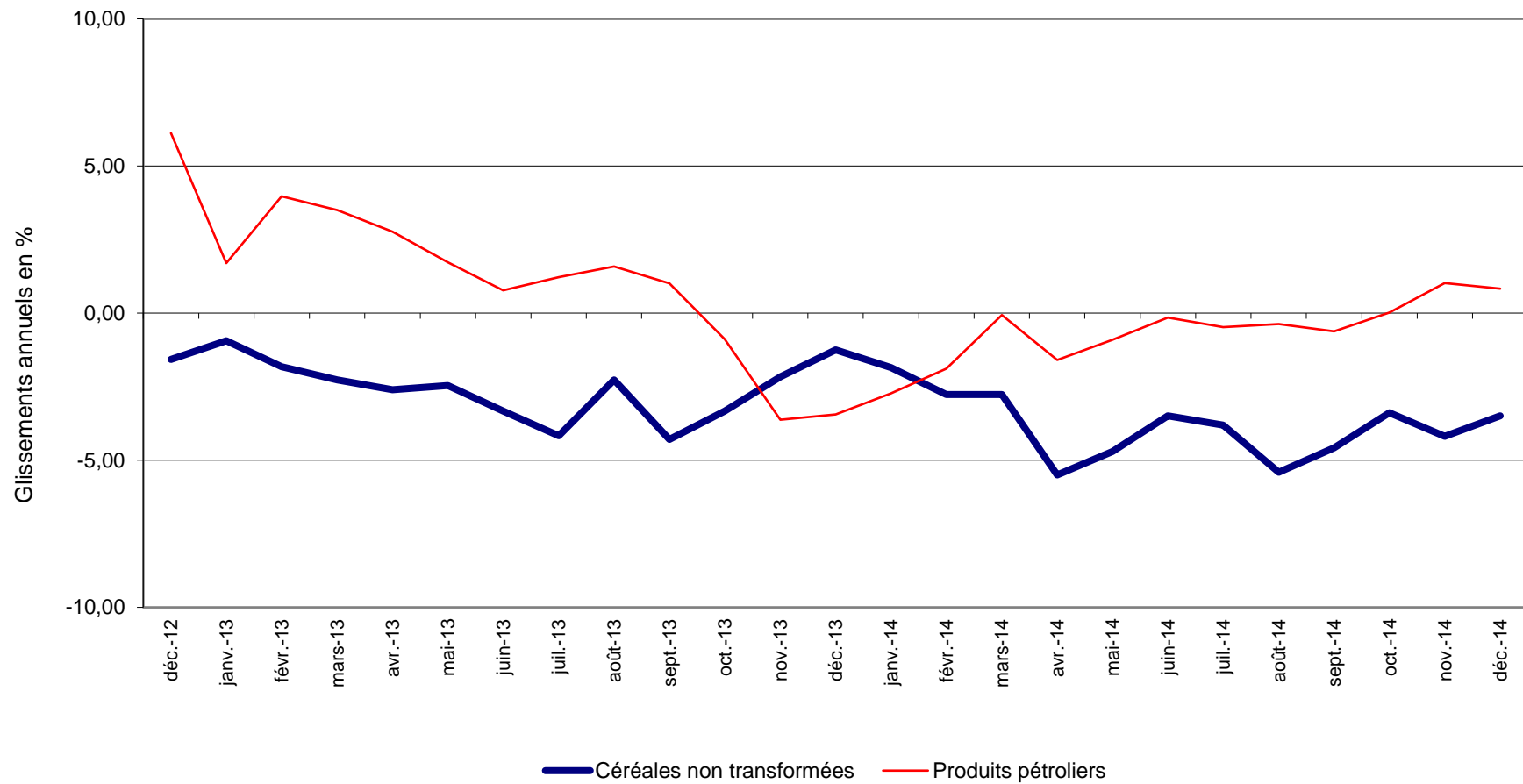
Annexe 10 : Contributions des différentes composantes à l'inflation en moyenne en 2014

Annexe 1 : Evolution de l'inflation en moyenne annuelle dans l'UEMOA



Sources : Instituts Nationaux de la Statistique.

Annexe 2 : Evolution des prix des céréales non transformées et des produits pétroliers dans l'UEMOA



Sources : Instituts Nationaux de la Statistique.

Annexe 3 : Niveaux des indices harmonisés des prix à la consommation (IHPC)

Base 100 =2008

Périodes	COTONOU			OUAGADOUGOU			ABIDJAN			BISSAU			BAMAKO		
	Indice Général	Alim.	H. Alim.	Indice Général	Alim.	H. Alim.	Indice Général	Alim.	H. Alim.	Indice Général	Alim.	H. Alim.	Indice Général	Alim.	H. Alim.
Pondérations par fonction	100,0	31,5	68,5	100,0	36,9	63,1	100,0	24,8	75,3	100,0	38,4	61,6	100,0	45,4	54,6
Pondérations par pays en %	8,1	8,4	8,0	8,5	9,1	8,2	38,1	30,9	42,4	2,2	2,7	1,8	7,1	10,0	4,7
2008	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2009	100,4	102,4	99,5	100,9	103,5	99,3	100,5	102,5	99,9	97,2	97,6	97,0	102,4	103,8	101,2
2010	102,6	106,5	100,8	100,3	105,0	97,5	102,3	109,1	100,0	99,4	99,4	99,4	103,6	107,3	100,6
2011	105,4	112,6	102,1	103,0	111,4	98,1	107,3	120,5	102,9	104,4	106,7	103,0	106,7	112,7	101,6
2012	112,5	117,9	110,0	107,0	117,4	100,8	108,7	120,2	104,9	106,7	109,9	104,6	112,3	121,8	104,4
2013	113,6	120,9	110,2	107,5	117,0	102,0	111,5	122,5	107,9	107,4	110,7	105,3	111,7	117,8	106,6
2014	112,4	120,0	108,9	107,2	113,3	103,7	112,0	119,9	109,4	106,3	109,4	104,4	112,7	117,5	108,6
2013 Janvier	114,0	120,9	110,8	106,3	115,0	101,3	111,4	123,9	107,3	106,8	109,0	105,4	109,6	116,0	104,3
Février	114,1	121,0	111,0	106,7	115,5	101,5	111,5	123,6	107,6	107,1	110,1	105,2	110,0	115,2	105,7
Mars	113,9	121,3	110,5	106,7	115,6	101,5	111,3	122,4	107,7	107,1	110,7	104,9	110,0	114,7	106,1
Avril	114,9	123,0	111,2	107,4	116,8	102,0	111,9	124,4	107,7	106,7	108,8	105,3	110,5	115,5	106,3
Mai	115,1	124,2	110,8	107,5	118,5	101,1	111,6	123,2	107,8	107,1	110,0	105,3	111,6	117,4	106,8
Juin	113,8	121,4	110,3	109,1	121,3	101,9	111,7	123,8	107,7	106,9	109,5	105,3	112,2	118,5	107,0
Juillet	114,9	125,0	110,3	109,6	119,7	103,7	111,8	123,4	107,9	107,5	111,0	105,4	112,9	120,0	107,0
Août	113,7	120,5	110,5	107,8	117,0	102,5	111,6	122,8	107,9	108,4	113,3	105,3	113,4	121,2	106,9
Septembre	113,4	119,0	110,8	107,1	117,5	101,0	111,3	121,6	108,0	108,0	112,1	105,4	113,0	119,7	107,4
Octobre	112,0	117,6	109,4	106,9	116,0	101,6	111,2	120,6	108,1	108,6	113,5	105,5	112,1	118,3	106,9
Novembre	111,3	117,0	108,7	107,9	116,6	102,7	111,1	120,3	108,1	108,1	112,3	105,5	112,7	119,4	107,1
Décembre	112,0	120,2	108,3	107,3	114,7	102,9	111,4	120,1	108,6	106,6	108,6	105,4	112,0	117,7	107,3
2014 Janvier	113,4	124,3	108,4	106,4	113,5	102,2	111,5	119,8	108,8	106,3	105,7	106,7	111,8	116,9	107,6
Février	112,4	120,6	108,6	105,9	112,3	102,1	111,4	119,1	108,8	104,8	105,7	104,2	110,7	113,8	108,2
Mars	112,7	120,1	109,3	106,6	112,0	103,5	111,3	117,2	109,4	104,4	105,2	103,9	110,8	114,0	108,1
Avril	113,0	121,9	109,0	105,3	108,3	103,5	111,6	119,2	109,1	105,2	106,9	104,1	110,8	114,3	107,9
Mai	114,8	127,1	109,1	107,4	112,8	104,2	112,6	123,0	109,1	105,7	108,5	104,0	111,8	115,8	108,5
Juin	113,5	123,2	109,1	108,6	115,3	104,7	112,4	122,1	109,2	104,9	106,4	104,0	113,6	119,2	108,9
Juillet	112,6	122,3	108,1	108,4	116,3	103,8	112,8	123,9	109,1	107,0	111,7	104,1	114,3	121,3	108,6
Août	111,4	117,4	108,6	108,1	115,1	104,0	112,5	122,1	109,3	107,2	112,7	103,8	114,1	119,6	109,5
Septembre	111,0	115,6	108,9	108,1	114,8	104,2	111,4	117,8	109,3	108,2	113,7	104,8	113,6	118,5	109,5
Octobre	111,4	116,6	109,0	107,7	113,1	104,5	111,9	119,0	109,6	108,1	114,0	104,4	113,6	119,2	108,9
Novembre	110,9	114,5	109,2	107,5	113,7	103,8	112,2	117,6	110,5	107,5	112,2	104,6	113,5	119,3	108,7
Décembre	111,2	116,1	108,9	107,1	112,4	104,0	112,4	118,4	110,4	106,5	109,5	104,6	113,3	118,6	108,9

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.

Annexe 3 (suite de fin) : Niveaux des indices harmonisés des prix à la consommation (IHPC)

Base 100 = 2008

Périodes	NIAMEY			DAKAR			LOME			UEMOA		
	Indice Général	Alim.	H. Alim.	Indice Général	Alim.	H. Alim.	Indice Général	Alim.	H. Alim.	Indice Général	Alim.	H. Alim.
Pondérations par fonction	100,0	39,8	60,2	100,0	32,9	67,1	100,0	28,7	71,3	100,0	31,0	69,0
Pondérations par pays en %	6,0	7,9	4,8	19,6	21,2	18,9	10,3	9,8	10,5	100,0	100,0	
2008	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2009	100,5	108,4	95,2	97,8	96,8	98,2	103,7	109,5	101,4	100,4	102,5	99,4
2010	101,4	110,7	95,3	99,0	100,6	98,1	105,2	109,1	103,6	101,8	106,4	99,7
2011	104,4	114,4	97,7	102,3	107,3	99,9	109,0	110,4	108,4	105,7	113,6	102,1
2012	104,9	118,1	96,1	103,8	110,0	100,7	111,8	114,3	110,8	108,2	116,7	104,3
2013	107,3	123,4	96,6	104,5	111,4	101,1	113,8	114,8	113,4	109,9	118,0	106,2
2014	106,3	121,8	96,0	103,4	109,3	100,5	114,0	109,8	115,7	109,7	115,7	107,0
2013 Janvier	104,9	118,4	96,0	104,0	109,7	101,3	114,8	118,3	113,4	109,5	117,6	105,8
Février	104,4	117,2	95,9	103,9	109,4	101,2	114,4	117,3	113,3	109,5	117,3	106,0
Mars	104,0	116,1	96,0	103,4	107,9	101,2	114,7	117,3	113,7	109,3	116,5	106,0
Avril	104,6	117,9	95,9	103,3	107,4	101,3	114,3	117,2	113,1	109,7	117,5	106,1
Mai	106,6	121,8	96,5	103,0	106,9	101,1	114,8	119,1	113,0	109,8	118,0	106,1
Juin	108,2	125,9	96,5	102,5	105,6	100,9	114,6	117,8	113,2	109,9	118,2	106,1
Juillet	110,5	130,2	97,5	103,4	108,6	100,9	113,9	115,9	113,1	110,3	119,2	106,3
Août	110,3	129,6	97,6	105,1	113,7	101,0	113,3	113,0	113,4	110,3	119,3	106,3
Septembre	109,7	128,1	97,4	106,0	116,1	101,0	113,2	113,2	113,2	110,2	119,1	106,2
Octobre	108,7	126,9	96,7	107,5	120,1	101,3	112,5	109,4	113,7	110,2	118,8	106,3
Novembre	108,0	125,3	96,6	106,8	118,2	101,3	112,8	110,4	113,8	110,0	118,4	106,3
Décembre	107,2	123,1	96,7	105,1	113,1	101,3	112,5	109,2	113,8	109,7	116,7	106,5
2014 Janvier	106,6	121,3	96,9	104,8	111,7	101,4	112,5	107,1	114,6	109,6	116,1	106,7
Février	104,5	117,6	95,8	103,4	109,7	100,3	113,7	109,0	115,7	109,1	114,6	106,5
Mars	103,5	115,4	95,6	102,9	107,8	100,5	113,9	109,7	115,6	109,0	113,5	107,0
Avril	103,8	116,0	95,7	102,2	105,9	100,4	115,0	112,9	115,8	109,0	113,9	106,8
Mai	105,8	120,7	95,9	101,3	103,4	100,2	115,2	113,8	115,8	109,7	116,1	106,9
Juin	106,8	123,3	95,9	101,3	103,6	100,2	115,1	113,7	115,6	109,8	116,2	107,0
Juillet	107,5	125,1	95,8	102,0	105,2	100,4	115,0	113,4	115,7	110,2	117,6	106,8
Août	107,3	124,6	95,9	103,9	110,7	100,5	113,7	109,0	115,6	110,1	117,1	107,0
Septembre	107,8	125,5	96,1	104,6	112,9	100,5	112,5	104,6	115,7	109,7	115,6	107,1
Octobre	107,5	124,7	96,1	105,4	115,3	100,6	113,7	107,6	116,1	110,2	116,7	107,3
Novembre	107,5	124,9	96,0	104,4	112,7	100,3	113,4	106,5	116,2	110,0	115,5	107,5
Décembre	106,6	122,6	96,0	104,3	112,9	100,1	114,6	110,8	116,1	110,1	115,9	107,4

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.

Annexe 4 : Variations des indices harmonisés des prix à la consommation (IHPC)

Périodes	COTONOU			OUAGADOUGOU			ABIDJAN			BISSAU			BAMAKO		
	Indice Général	Alim.	H. Alim.	Indice Général	Alim.	H. Alim.	Indice Général	Alim.	H. Alim.	Indice Général	Alim.	H. Alim.	Indice Général	Alim.	H. Alim.
Pondérations par fonction	100,0	31,5	68,5	100,0	36,9	63,1	100,0	24,8	75,3	100,0	38,4	61,6	100,0	45,4	54,6
Pondérations par pays en %	8,1	8,4	8,0	8,5	9,1	8,2	38,1	30,9	42,4	2,2	2,7	1,8	7,1	10,0	4,7
Glissements annuels en 2013 (en%)															
Janvier	1,6	7,3	-1,0	2,4	3,1	1,9	3,4	4,7	2,9	1,6	2,7	0,9	0,3	-1,7	2,2
Février	3,5	7,6	1,6	2,5	3,7	1,7	3,6	4,1	3,4	1,7	3,5	0,6	-0,2	-2,7	2,1
Mars	2,6	5,2	1,3	2,5	3,8	1,7	3,6	4,1	3,5	2,1	4,7	0,4	-0,6	-3,6	2,3
Avril	3,1	6,0	1,7	2,3	4,0	1,2	3,9	4,8	3,6	0,8	0,7	0,9	-1,2	-4,9	2,4
Mai	1,9	2,8	1,5	1,1	2,3	0,2	3,5	3,0	3,6	-0,2	-0,4	-0,0	-1,7	-5,6	2,2
Juin	0,7	0,6	0,8	1,8	3,8	0,5	2,9	1,8	3,4	-0,8	-1,8	-0,2	-1,3	-5,4	2,7
Juillet	2,3	6,7	0,2	0,8	-1,8	2,6	2,4	1,1	3,0	0,0	-1,6	1,1	-0,4	-3,6	2,7
Août	1,6	4,1	0,4	-0,7	-3,4	1,1	2,3	1,3	2,6	0,6	0,3	0,9	-0,4	-2,7	1,9
Septembre	0,2	0,4	0,0	-2,3	-5,1	-0,4	2,2	1,5	2,4	-0,1	-1,5	0,9	-1,0	-3,7	1,7
Octobre	-1,1	-2,8	-0,3	-2,4	-5,3	-0,3	1,7	-0,1	2,4	1,8	2,9	1,0	-0,7	-2,7	1,3
Novembre	-2,8	-4,0	-2,1	-1,3	-5,0	1,3	1,1	-0,5	1,7	1,0	1,4	0,8	0,2	-0,9	1,2
Décembre	-1,8	-2,0	-1,8	0,1	-2,7	2,1	0,4	-2,4	1,5	-0,1	-1,4	0,7	0,0	-1,7	1,6
Glissements annuels en 2014 (en%)															
Janvier	-0,5	2,8	-2,2	0,0	-1,2	0,9	0,1	-3,3	1,4	-0,5	-3,0	1,2	2,0	0,8	3,1
Février	-1,5	-0,3	-2,1	-0,8	-2,8	0,6	-0,2	-3,6	1,2	-2,1	-4,0	-0,9	0,7	-1,2	2,4
Mars	-1,0	-1,0	-1,1	-0,1	-3,1	1,9	0,0	-4,2	1,6	-2,5	-4,9	-0,9	0,7	-0,6	1,9
Avril	-1,7	-0,9	-2,0	-2,0	-7,2	1,5	-0,2	-4,2	1,3	-1,4	-1,7	-1,1	0,3	-1,0	1,5
Mai	-0,2	2,3	-1,5	-0,2	-4,8	3,0	0,9	-0,2	1,2	-1,3	-1,3	-1,3	0,2	-1,4	1,6
Juin	-0,2	1,5	-1,1	-0,4	-5,0	2,7	0,6	-1,3	1,3	-1,9	-2,8	-1,3	1,2	0,6	1,9
Juillet	-2,0	-2,2	-1,9	-1,1	-2,9	0,1	0,9	0,4	1,1	-0,5	0,6	-1,2	1,3	1,1	1,5
Août	-2,0	-2,6	-1,8	0,2	-1,7	1,5	0,8	-0,6	1,3	-1,1	-0,5	-1,5	0,6	-1,3	2,4
Septembre	-2,1	-2,9	-1,8	0,9	-2,3	3,2	0,0	-3,1	1,2	0,2	1,4	-0,6	0,5	-1,0	2,0
Octobre	-0,5	-0,9	-0,4	0,8	-2,5	2,9	0,6	-1,4	1,3	-0,5	0,4	-1,1	1,3	0,8	1,9
Novembre	-0,4	-2,1	0,5	-0,4	-2,5	1,0	1,0	-2,2	2,2	-0,6	-0,1	-0,9	0,7	-0,1	1,4
Décembre	-0,7	-3,4	0,6	-0,2	-2,0	1,1	0,9	-1,4	1,7	-0,1	0,8	-0,7	1,1	0,8	1,5
Moyenne annuelle															
Année 2008	7,9	18,0	2,6	10,7	23,4	5,2	6,3	11,6	3,9	10,4	15,9	2,4	9,2	13,0	5,9
Année 2009	0,4	2,4	-0,5	0,9	3,5	-0,7	0,5	2,5	-0,1	-2,8	-2,4	-3,0	2,4	3,8	1,2
Année 2010	2,1	4,0	1,3	-0,6	1,5	-1,9	1,7	6,5	0,2	2,2	1,9	2,5	1,2	3,4	-0,6
Année 2011	2,7	5,7	1,3	2,8	6,1	0,7	4,9	10,5	2,9	5,1	7,3	3,6	3,0	5,1	1,0
Année 2012	6,7	4,7	7,8	3,8	5,4	2,8	1,3	-0,3	1,9	2,1	3,0	1,6	5,3	8,0	2,8
Année 2013	1,0	2,6	0,2	0,5	-0,4	1,1	2,6	1,9	2,8	0,7	0,7	0,7	-0,6	-3,3	2,0
Année 2014	-1,1	-0,8	-1,2	-0,3	-3,2	1,7	0,5	-2,1	1,4	-1,0	-1,2	-0,9	0,9	-0,2	1,9

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.

Annexe 4 (suite et fin) : Variations des indices harmonisés des prix à la consommation (IHPC)

Périodes	NIAMEY			DAKAR			LOME			UEMOA		
	Indice Général	Alim.	H. Alim.	Indice Général	Alim.	H. Alim.	Indice Général	Alim.	H. Alim.	Indice Général	Alim.	H. Alim.
Pondérations par fonction	100,0	39,8	60,2	100,0	32,9	67,1	100,0	28,7	71,3	100,0	31,0	69,0
Pondérations par pays en %	6,0	7,9	4,8	19,6	21,2	18,9	10,3	9,8	10,5	100,0	100,0	
Glissements annuels en 2013 (en%)												
Janvier	0,9	3,7	-1,2	0,7	1,1	0,5	3,4	4,8	2,9	2,3	3,3	1,7
Février	1,9	6,0	-1,2	0,3	0,7	0,1	3,1	5,1	2,2	2,4	3,2	2,0
Mars	1,9	6,0	-1,1	-0,2	-0,8	0,1	3,5	5,6	2,7	2,3	2,7	2,1
Avril	1,4	4,7	-1,1	0,3	-0,1	0,5	2,4	0,5	3,2	2,3	2,3	2,3
Mai	1,2	3,4	-0,5	1,2	2,8	0,4	1,8	0,7	2,3	1,9	1,7	2,1
Juin	2,5	4,0	1,2	0,7	1,4	0,3	2,1	1,0	2,5	1,7	1,0	2,0
Juillet	4,2	6,5	2,2	1,1	2,2	0,5	1,4	-1,3	2,5	1,8	1,1	2,1
Août	3,9	5,7	2,3	1,3	2,5	0,6	1,2	-1,7	2,5	1,5	0,9	1,8
Septembre	3,2	4,4	2,2	1,0	1,3	0,8	1,5	0,4	1,9	1,1	0,3	1,5
Octobre	2,8	4,6	1,3	1,3	2,7	0,4	0,8	-1,7	1,7	0,8	-0,2	1,3
Novembre	2,3	3,6	1,1	0,9	2,0	0,3	0,5	-2,3	1,7	0,5	-0,5	1,0
Décembre	1,1	0,9	1,3	-0,1	-0,4	0,1	-0,5	-5,7	1,7	0,0	-1,9	1,0
Glissements annuels en 2014 (en%)												
Janvier	1,6	2,4	0,9	0,7	1,8	0,1	-2,0	-9,5	1,1	0,1	-1,3	0,9
Février	0,1	0,4	-0,1	-0,5	0,3	-0,9	-0,6	-7,1	2,1	-0,4	-2,3	0,5
Mars	-0,5	-0,6	-0,3	-0,5	-0,0	-0,7	-0,7	-6,5	1,7	-0,3	-2,6	0,9
Avril	-0,8	-1,6	-0,2	-1,0	-1,4	-0,8	0,6	-3,7	2,4	-0,6	-3,0	0,6
Mai	-0,7	-0,9	-0,6	-1,7	-3,3	-0,9	0,4	-4,5	2,4	-0,0	-1,6	0,7
Juin	-1,3	-2,1	-0,7	-1,1	-1,9	-0,7	0,4	-3,5	2,1	-0,0	-1,6	0,8
Juillet	-2,8	-3,9	-1,8	-1,4	-3,1	-0,5	1,0	-2,1	2,3	-0,1	-1,3	0,5
Août	-2,7	-3,9	-1,7	-1,2	-2,6	-0,4	0,4	-3,5	1,9	-0,2	-1,9	0,7
Septembre	-1,7	-2,0	-1,4	-1,3	-2,7	-0,5	-0,6	-7,6	2,2	-0,4	-2,9	0,8
Octobre	-1,1	-1,7	-0,6	-1,9	-4,0	-0,7	1,1	-1,6	2,1	0,0	-1,8	0,9
Novembre	-0,5	-0,3	-0,6	-2,3	-4,7	-0,9	0,5	-3,5	2,1	-0,0	-2,4	1,2
Décembre	-0,6	-0,4	-0,7	-0,8	-0,2	-1,2	1,8	1,4	2,0	0,4	-0,8	0,9
Moyenne annuelle												
Année 2008	11,3	20,6	3,5	5,8	9,6	2,9	8,7	20,4	2,9	7,4	13,7	3,7
Année 2009	0,5	8,4	-4,8	-2,2	-3,2	-1,8	3,7	9,5	1,4	0,4	2,5	-0,6
Année 2010	0,9	2,1	0,1	1,2	4,0	-0,1	1,5	-0,4	2,2	1,4	3,8	0,2
Année 2011	2,9	3,4	2,6	3,4	6,7	1,8	3,6	1,2	4,6	3,9	6,8	2,5
Année 2012	0,5	3,2	-1,7	1,4	2,5	0,9	2,6	3,6	2,3	2,4	2,7	2,2
Année 2013	2,3	4,4	0,5	0,7	1,3	0,4	1,8	0,4	2,3	1,5	1,1	1,7
Année 2014	-0,9	-1,3	-0,6	-1,1	-1,9	-0,7	0,2	-4,4	2,0	-0,1	-2,0	0,8

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.

Annexe 5 : Contributions des fonctions de consommation à l'inflation en moyenne en 2014

(en points de pourcentage)

Fonctions	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Union
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	-0,3	-1,2	-0,5	-0,5	-0,1	-0,5	-0,6	-1,3	-0,6
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,0	-0,1	0,0	-0,0	0,1	-0,0	-0,0	0,0	0,0
Habillement	0,0	-0,0	0,3	-0,4	0,2	-0,0	-0,0	0,0	0,1
Logement	0,1	0,3	0,2	0,1	0,3	0,1	-0,7	0,3	0,0
Ameublement	-0,0	0,0	0,1	0,0	-0,0	-0,0	0,0	0,1	0,1
Santé	-0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,0	0,0
Transport	-1,1	0,9	-0,0	0,3	0,4	0,2	0,0	0,4	0,1
Communication	-0,0	0,0	0,0	-0,6	-0,0	-0,6	0,1	-0,0	-0,0
Loisirs et culture	-0,0	-0,0	0,1	-0,0	-0,0	0,0	0,1	-0,0	0,0
Enseignement	-0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	-0,0	0,0
Restaurants et Hôtels	0,2	-0,2	0,2	0,1	-0,0	-0,1	0,0	0,4	0,1
Autres biens	0,0	0,0	0,1	-0,1	0,0	-0,0	-0,0	0,1	0,0
Ensemble	-1,1	-0,3	0,5	-1,0	0,9	-0,9	-1,1	0,2	-0,1
Composantes hors alimentation	-0,8	0,9	0,9	-0,5	1,0	-0,5	-0,5	1,4	0,4
Composantes hors transport	0,0	-1,2	0,5	-1,3	0,5	-1,1	-1,1	-0,3	-0,2
Composantes hors alimentation et transport	0,3	0,0	1,0	-0,8	0,6	-0,6	-0,6	1,0	0,4

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.

Annexe 6 : Evolution en moyenne annuelle des prix des fonctions de consommation en 2014

(en pourcentage)

Fonctions	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Union
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	-0,8	-3,2	-2,1	-1,2	-0,2	-1,3	-1,9	-4,4	-2,0
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,9	-2,9	0,4	-0,3	13,1	-0,8	-0,0	0,4	0,7
Habillement	0,6	-0,0	3,4	-3,9	2,1	-0,0	-0,4	0,5	1,6
Logement	1,0	2,8	1,6	1,4	3,1	0,7	-4,8	2,8	0,3
Ameublement	-0,1	0,2	2,6	0,3	-0,4	-0,1	0,5	1,6	1,3
Santé	-0,1	0,0	0,7	2,0	0,9	1,1	1,0	-0,2	0,6
Transport	-7,1	6,9	-0,4	1,5	3,3	1,6	0,2	4,2	0,6
Communication	-0,8	0,8	0,9	-9,2	-0,8	-16,1	3,7	-0,8	-0,2
Loisirs et culture	-0,1	-0,8	2,8	-2,7	-1,6	1,0	1,0	-0,9	1,2
Enseignement	-0,3	0,9	0,2	4,7	1,2	2,5	0,8	2,6	0,6
Restaurants et Hôtels	1,6	-2,0	1,3	3,5	-1,4	-0,8	0,5	2,6	1,1
Autres biens	0,4	0,8	1,5	-2,1	0,4	-0,1	-0,2	1,1	0,8
Ensemble	-1,1	-0,3	0,5	-1,0	0,9	-0,9	-1,1	0,2	-0,1
Composantes hors alimentation	-1,23	1,7	1,4	-0,8	1,9	-0,7	-0,7	2,0	0,8
Composantes hors transport	0,0	-1,3	0,6	-1,5	0,5	-1,3	-1,2	-0,4	-0,2
Composantes hors alimentation et transport	0,6	0,3	1,7	-1,8	1,5	-1,2	-0,8	1,5	0,8

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.

Annexe 7 : Contributions à l'évolution de l'inflation globale en 2014

(en points de pourcentage)

	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Produits alimentaires	-0,3	-1,2	-0,5	-0,5	-0,1	-0,5	-0,6	-1,3	-0,6
<i>Céréales non transformées</i>	-0,2	-0,5	-0,1	-0,5	-0,1	-0,7	-0,3	-0,4	-0,3
<i>Bœuf</i>	0,0	0,1	0,0	0,1	0,5	-0,5	0,2	0,0	0,1
<i>Produit de la pêche</i>	0,1	0,0	0,1	0,1	0,2	-0,1	-0,4	-0,3	0,0
<i>Légumes</i>	-0,1	-0,4	-0,3	0,1	-0,4	-0,6	0,0	-0,3	-0,3
<i>Tubercules</i>	0,1	0,0	-0,2	0,0	-0,1	-0,1	0,0	-0,1	-0,1
<i>Pain</i>	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,1	-0,2	0,0	-0,1
<i>Lait</i>	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
<i>Huile</i>	-0,1	0,0	-0,1	-0,2	0,0	0,5	0,0	-0,1	0,0
<i>Sel, épices et produits alimentaires n.d.a</i>	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	-0,2	0,0	0,0	0,0
Tissus et Vêtements	0,0	0,0	0,3	-0,3	0,2	0,1	0,0	0,0	0,1
Logement	0,1	0,3	0,2	0,1	0,3	0,1	-0,7	0,3	0,0
<i>Loyer</i>	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	-0,2	-0,7	0,1	-0,1
<i>Ciment</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0
<i>Eau</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Electricité</i>	0,0	0,0	0,1	0,0	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0
<i>Autres combustibles</i>	0,1	0,2	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1
<i>Gaz</i>	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0
Produits pétroliers et services de transport	-0,3	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0
Communication	0,0	0,0	0,0	-0,6	0,0	-0,6	0,1	0,0	0,0
Restauration	0,2	-0,2	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	0,4	0,1
Enseignement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres facteurs	-0,8	0,8	0,2	0,1	0,4	0,1	0,0	0,6	0,2
Total (en %)	-1,1	-0,3	0,5	-1,0	0,9	-0,9	-1,1	0,2	-0,1

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.

Annexe 8 : Evolutions des prix en moyenne en 2014

(en pourcentage)

	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Produits alimentaires	-0,8	-3,2	-2,1	-1,2	-0,2	-1,3	-1,9	-4,4	-2,0
<i>Céréales non transformées</i>	-4,4	-3,1	-2,8	-5,0	-0,5	-5,2	-5,5	-8,2	-3,8
<i>Bœuf</i>	1,2	4,1	0,5	2,6	6,7	-9,3	6,2	1,3	1,8
<i>Produit de la pêche</i>	1,1	-0,2	4,3	-2,5	-0,1	-9,6	-7,3	-1,3	-1,1
<i>Légumes</i>	6,4	-9,0	-14,6	-8,8	-9,6	-5,9	0,2	-6,4	-7,2
<i>Tubercules</i>	7,5	-9,4	-11,4	3,7	-11,5	-5,5	-1,9	-3,6	-7,1
<i>Pain</i>	1,5	-1,0	-12,6	-0,2	0,0	33,3	-6,0	-6,4	-5,4
<i>Lait</i>	-0,1	0,0	7,8	-0,8	4,2	4,6	0,6	1,8	2,9
<i>Huile</i>	-3,1	0,6	-4,6	-7,0	-1,6	16,2	-0,7	-4,8	-0,9
<i>Sel, épices et produits alimentaires n.d.a</i>	0,0	1,7	-0,1	7,2	-0,2	-3,9	1,9	-1,6	-0,3
Tissus et Vêtements	0,4	0,1	4,8	0,0	6,7	2,8	0,5	-1,1	2,8
Logement	1,0	2,8	1,6	1,4	3,1	0,7	-4,8	2,8	0,3
<i>Loyer</i>	-0,1	0,0	1,8	4,1	0,4	-6,3	-14,3	3,2	-2,0
<i>Ciment</i>	-1,6	-0,6	3,3	3,3	-1,1	-5,9	-2,7	-2,7	-1,1
<i>Eau</i>	0,0	1,2	-0,4	0,0	0,9	1,6	0,0	0,0	0,2
<i>Electricité</i>	0,0	0,0	2,9	0,0	4,8	4,1	0,0	0,0	1,6
<i>Autres combustibles</i>	8,4	9,8	0,4	-1,1	4,2	7,4	0,0	3,8	4,0
<i>Gaz</i>	9,9	9,5	0,0	1,9	-0,1	7,8	-0,3	17,5	1,1
Produits pétroliers et services de transport	-7,7	0,7	0,0	1,7	4,3	0,0	0,0	4,5	-0,1
Communication	-0,8	0,8	0,9	-9,2	-0,8	-16,1	3,7	-0,8	-0,2
Enseignement	0,0	2,6	-0,7	-0,6	0,2	-17,9	0,9	0,3	-0,5
Restauration	1,5	-2,1	1,4	3,3	-1,5	-0,4	0,6	2,8	1,1
Ensemble de l'IHPC	-1,1	-0,3	0,5	-1,0	0,9	-0,9	-1,1	0,2	-0,1

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.

Annexe 9 : Inflation sous-jacente dans l'UEMOA - Indicateurs à exclusion de facteurs spéciaux (hors produits frais et énergie)

glissements annuels en pourcentage

	Inflation sous-jacente								
	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
janv-12	6,2	3,4	2,7	2,1	2,7	0,4	1,7	1,8	2,6
févr-12	5,9	3,5	2,8	1,7	3,2	0,2	1,9	1,9	2,7
mars-12	6,2	3,0	2,1	2,1	4,1	0,0	2,1	1,7	2,5
avr-12	6,3	3,4	-0,5	1,7	4,4	0,5	1,6	1,5	1,3
mai-12	7,0	3,4	0,9	2,0	4,1	0,9	1,2	2,2	2,0
juin-12	7,2	3,6	1,8	1,4	3,6	0,4	0,9	1,7	2,2
juil-12	7,2	3,0	1,9	0,5	2,5	0,5	1,1	1,7	2,2
août-12	6,3	2,5	2,5	1,2	3,4	-0,2	1,0	1,8	2,3
sept-12	7,2	3,2	2,4	1,4	2,8	0,0	0,7	1,8	2,3
oct-12	7,7	1,5	2,8	1,1	3,2	0,4	0,6	2,3	2,5
nov-12	6,9	2,2	3,0	0,9	3,7	0,4	0,9	1,8	2,6
déc-12	6,0	1,9	3,0	0,6	2,6	0,1	1,0	1,9	2,4
janv-13	1,9	2,5	3,1	0,5	1,1	2,0	1,1	1,8	2,2
févr-13	2,4	2,0	3,0	0,5	0,8	1,9	0,8	1,4	2,0
mars-13	2,0	2,3	3,1	0,5	0,4	2,1	0,4	1,4	2,0
avr-13	1,8	1,8	3,4	0,0	0,4	1,7	0,7	0,9	2,0
mai-13	0,8	0,7	3,0	-1,3	-0,2	1,8	1,0	0,9	1,7
juin-13	0,5	0,5	3,0	-1,3	1,3	1,8	0,7	0,9	1,7
juil-13	0,7	-0,1	2,4	0,0	1,2	4,7	0,3	0,7	1,5
août-13	0,1	0,3	1,9	0,0	0,4	4,4	0,7	0,5	1,2
sept-13	-0,7	0,5	2,0	-0,3	0,7	3,3	0,6	0,4	1,2
oct-13	-1,7	0,1	1,6	1,0	0,7	3,1	0,5	0,5	0,9
nov-13	-1,1	0,1	1,1	0,9	1,4	3,0	0,3	0,6	0,8
déc-13	-0,6	0,3	1,0	0,9	1,1	3,1	-0,1	0,5	0,6
janv-14	-1,3	0,0	0,9	0,6	1,9	1,3	0,3	0,2	0,5
févr-14	-0,9	-0,4	0,9	-0,7	2,3	0,4	-0,9	0,8	0,3
mars-14	-1,5	1,6	0,5	-1,5	2,3	0,2	-0,5	0,7	0,3
avr-14	-1,5	0,9	0,8	-0,6	1,6	-0,3	-0,8	1,1	0,3
mai-14	-1,1	0,8	1,0	-1,5	1,5	-0,4	-0,9	0,7	0,3
juin-14	-1,3	0,9	0,4	-1,4	1,7	-0,2	-0,9	0,7	0,1
juil-14	-2,0	1,4	1,0	-1,7	1,3	-2,9	-0,1	1,0	0,3
août-14	-1,6	1,0	0,9	-2,1	2,2	-2,9	-0,4	1,0	0,3
sept-14	-1,8	1,1	0,7	-1,5	2,2	-1,2	-0,3	0,9	0,3
oct-14	-0,8	2,0	0,7	-1,7	2,2	-1,1	-0,5	0,7	0,4
nov-14	-0,8	1,6	1,0	-1,9	1,4	-0,9	-0,6	0,8	0,4
déc-14	-0,5	1,3	1,4	-1,8	2,1	-0,7	-0,4	1,0	0,7
Moyenne									
2010	0,5	-1,1	0,4	2,9	1,5	-2,8	-0,6	1,5	0,2
2011	1,7	1,6	4,1	5,0	2,8	2,4	1,8	3,4	3,1
2012	6,7	2,9	2,1	1,4	3,4	0,3	1,2	1,8	2,3
2013	0,5	0,9	2,4	0,1	0,8	2,7	0,6	0,9	1,5
2014	-1,3	1,0	0,9	-1,3	1,9	-0,7	-0,5	0,8	0,4

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.

Annexe 10 : Contributions des différentes composantes à l'inflation en moyenne en 2014 (en points de pourcentage)

		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Nomenclature d'inflation sous-jacente	Produits frais	0,1	-1,1	-0,2	-0,3	-0,6	-0,5	-0,7	-0,8	-0,4
	Energie	-0,3	0,1	0,0	0,2	0,5	0,1	0,0	0,5	0,0
	Hors énergie et produits frais	-0,9	0,6	0,6	-0,9	1,0	-0,5	-0,4	0,5	0,3
Origine géographique des produits	Local	-0,7	-1,0	0,8	1,7	0,6	-1,0	-0,7	-0,3	0,0
	Importé	-0,4	0,7	-0,3	-2,7	0,3	0,1	-0,4	0,5	-0,1
Biens ou services	Biens	-0,7	-0,4	-0,2	-1,1	0,5	-0,3	-0,8	-0,2	-0,3
	Services	-0,4	0,1	0,7	0,1	0,4	-0,6	-0,3	0,4	0,2
	Taux d'inflation global	-1,1	-0,3	0,5	-1,0	0,9	-0,9	-1,1	0,2	-0,1

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int